

Sos Disparus - **Sos Disparus** - Sos Disparus - **Sos Disparus** - Sos Disparus – **Sos Disparus**



REVUE DE PRESSE

Février 2017

Table des matières

El Watan du 07/02/2017 : Des étudiants en grève de la faim.....	5
Liberté du 07/02/2017 : Hamid Grine met en garde contre tout "dérapiage".....	7
Liberté du 07/02/2017 : École des beaux-arts : des étudiants optent pour la grève de la faim	9
El Watan du 08/02/2017 : Traitement de l'échec scolaire : Les craintes des enseignants	10
El Watan du 08/02/2017 : L'opposition accuse Derbal de justifier la fraude	12
El Watan du 08/02/2017 : Le mandat de dépôt conservé	14
El Watan du 08/02/2017 : Détenus de Ghardaïa : Les avocats redoutent une issue dramatique.....	15
El Watan du 08/02/2017 : Le MAE dénonce «des appréciations spéculatives et tendancieuses»	18
2017/02/08 الخبر.....	20
البويرة: غلق طريق احتجاجا عن عدم إتمام مشروع الغاز.....	20
Liberté du 09/02/2017 : Détenus de Ghardaïa : graves accusations de la défense	21
Liberté du 09/02/2017 : Trois condamnations à mort et deux acquittements.....	23
2017/02/09 الخبر.....	24
الإعدام لثلاثة متهمين بقتل الطفل شعبي ميلود.....	24
2017/02/12 الشروق.....	25
عمال بلدية بني يلمان بالمسيلة يدخلون في إضراب	25
El Watan du 12/02/2017.....	26
2017/02/13 الخبر.....	28
وقف احتجاجية بوسط تبسة بسبب انقطاع عميها الشرب	28
2017/02/13 الخبر.....	29
مسيرة عايدة بتيزيوزو للمطالبة بالأمن.....	29
2017/02/13 الخبر.....	30
قائمة: مكتبو "عدل2" يحتجون أمام الولاية على تأخر انطلاق سكناتهم	30
2017/02/14 الشروق.....	31
سكان بنزاد خادمين تقضون نوبت البونالمير بالرحيل	31
2017/02/14 الشروق.....	32
ضحايا مشروع 200 مسكن بالعجينة نقلوا احتجاجا لهم بالمقر الولائية	32
2014/02/14 الشروق.....	33
مقصيو "الباخرة المحطمة" يحتجون بونيلقاء "مير" برجال الكيفان	33
2014/02/14 الشروق.....	34
مواطنون يقيمون مسيرة عايدة ضد الجريمة بتيزيوزو.....	34
2017/02/14 الشروق.....	35

سكانحيبوسكوربيوزربيعتيطالبونبلجنةتحقيق	35
الشروق 2017/02/14	36
عمالتعاضديةالتربيهوالتقافيتحتجونأماموزارةالمالية	36
Liberte du 14/02/2017 : Grande marche des étudiants contre l’insécurité à Tizi Ouzou	37
ElWatan du 14/02/2017 : Tizi Ouzou : Marche des étudiants contre l’insécurité.....	39
الشروق 2017/02/16	40
تجاروحر فيونفيمسوسببالعاصمةينتفضون	40
الشروق 2017/02/16	41
الطلبيةالصحراويونبسعيدةفيوقفةتضامنيةمعمعتقلي "أكديمأريك	41
الخبر 2017/20/19	42
مستفيدونمنمقرر اتالسكنيغلقونمقر بلديةبالاغواط	42
الخبر 2017/02/20	44
متقاعدوالجيشيحتجون	44
الخبر 2017/02/22	45
غليانفياالجامعة	45
الشروق 2017/02/22	47
سكان 14 قريةبلدية "ايلولأومالو" بتيزيوزويحتجون	47
الشروق 2017/02/22	48
سكانهراويعانونمنالعزلة علبيعدأمطار منالعاصمة	48
Liberté 22/02/2017 : Les déclarations d’Ouyahia justifient la répression.....	49
El Watan 26/02/2017 : Décisions du ministère et mécontentement des étudiants	51
Liberté 26/02/2017 : Assassinat d’Ali Tounsi : les conclusions de l’enquête	53
Liberté 26/02/2017 : Au moins 453 morts ou disparus en 55 jours	57
Liberté 26/02/2017 : Les Patriotes vont marcher à Alger le 5 mars.....	59
Liberté 26/02/2017	61
Imposante marche des syndicats autonomes à Tizi Ouzou	61
Liberté 26/02/2017 : Ahmed Denne : “Le gouvernement doit démissionner”	63
Liberté 26/02/2017 : “Des ministres fils de harkis dans le gouvernement”	64
الشروق 2017/02/26	65
استحداثوظيفةصيدليمساعدإمتصاصحاجاطلبةالصيدلة	65
Liberti 27/02/2017 : Le Snapap endosse les revendications des agents communaux	66
Liberté 27/02/2017 : Grève dans les universités le 6 mars prochain.....	67
Liberté 27/02/2017 : Précisions de la direction de l’hôpital de Béni Messous	69
Liberté 27/02/2017 : Une commission d’enquête ministérielle sur les lieux	69

Liberté 27/02/2017 : Les étudiants en pharmacie poursuivent leur débrayage	70
El Watan 27/02/2017 : Les avocats en colère	71
2017/02/27 الشروق	72
محامو نفي معسكر يحتجون ويتهمون نشر طيينبالا اعتداء عليهم	72
E chorouk 27/02/2017	73
طلبة جراحة الأسنان في مسيرة تعبانية	73
2017/02/28 الشروق	74
سكان تديار الشمس سينتفضون مجددا للمطالبة بمحلاتهم	74
2017/02/28 الشروق	75
طلبة طب الأسنان والصيدلة في مسيرة وطنية بتيز يوزو	75
Liberté 28/02/2017 : Constantine : les forces de sécurité en alerte	76
El Watan 28/02/2017 : Les habitants s'insurgent contre la mairie	78
El Watan 28/02/2017 : Tout le monde est complice !	80
El Watan 28/02/2017 : Tizi Ouzou : Marche des étudiants en pharmacie et médecine dentaire	83

El Watan du 07/02/2017 : Des étudiants en grève de la faim

Dix-huit jours après leur entrée en grève illimitée, les étudiants ont décidé d'aller plus loin pour se faire entendre. Quatre d'entre eux ont entamé une grève de la faim, dimanche. Deux autres ont rejoint le mouvement hier. Ils refusent de se nourrir et occupent l'école nuit et jour.

Une grève à chaque rentrée universitaire. L'École des beaux-arts d'Alger semble faire face à une crise profonde qui dure et déconcerte les étudiants, de génération en génération. Ils multiplient les actions de contestation, année après année. Ils réclament l'ouverture de leur école, une meilleure gestion administrative et un contenu pédagogique plus adapté.

Après celui très médiatisé en 2015 (le mouvement Infidjart), cette année encore, un mouvement de contestation a pris forme. Des étudiants occupent l'école nuit et jour depuis près d'un mois. Ils réclament qu'on écoute leurs revendications. «On s'est heurtés à une situation des plus critiques, et l'éventualité d'une action forte et individuelle s'offre comme étant notre dernier recours face à l'inaction de nos responsables, et en réponse aux événements qui se sont enchaînés au fil de ces quatre semaines de grève», écrivent-ils dans un communiqué de presse qu'ils ont pris soin de déposer dans plusieurs rédactions d'Alger.

A l'origine de leur ras-le-bol, une date de rentrée plusieurs fois retardée, des problèmes pédagogiques, les mauvaises conditions de prise en charge des étudiants internes, la fermeture de la bibliothèque, entre autres. Dix-huit jours après leur entrée en grève illimitée, les étudiants ont décidé d'aller plus loin pour se faire entendre.

Quatre d'entre eux ont entamé une grève de la faim, dimanche. Deux autres ont rejoint le mouvement hier. Ils refusent de se nourrir et occupent l'école nuit et jour. Pour ces jeunes artistes en devenir, c'est l'ultime recours pour sortir l'école de la crise dans laquelle elle se trouve. Ils espèrent être écoutés, enfin. Contactée hier, la direction de l'établissement n'a pas donné suite à notre appel.

Bras de fer avec la direction

Le 18 novembre dernier, ils avaient entamé un mouvement de contestation — arrêt des cours, occupation de l'école en bloquant l'accès au corps enseignant. Ils exigeaient une ouverture de dialogue qu'ils n'ont toujours pas eue. Ils dénoncent les mesures répressives auxquelles ils font face depuis : «Les services n'étant plus bloqués, ils entament de ce fait un travail à l'encontre de l'étudiant, nous privant d'abord du transport assuré entre l'école et l'hébergement provisoire.

2

Pour émettre ensuite des directives nous empêchant d'avoir accès à la documentation ou au service de scolarité. Expriment clairement une volonté de nous décourager et d'isoler les étudiants occupants. Notre troisième semaine de grève fut marquée par une interdiction d'accès à l'école, voire même d'en sortir. Utilisant comme prétexte un accès réservé aux détenteurs de carte estudiantine, en contradiction avec notre contexte en vue d'une rentrée qui n'a pas été menée à terme et à l'inaccessibilité du service délivrant cette dernière.»

Pour sortir de l'impasse, les étudiants réclament une rencontre avec le ministre de la Culture et la création d'un conseil pédagogique et un dialogue avec la tutelle. Mahrez, 19 ans ; Mohamed, 21 ans ; Tarek, 23 ans ; Merouan, 19 ans ; Abdelghani, 19 ans ; Abderrahmane, 28 ans n'ont rien mangé depuis près de 72 heures et se disent déterminés à poursuivre leur grève de la faim.

Liberté du 07/02/2017 : Hamid Grine met en garde contre tout “dérapage”



Le ministre de la Communication, Hamid Grine, a réaffirmé, hier, lors d’une conférence de presse tenue à Béjaïa, qu’”en plus des médias publics, seules les cinq chaînes de télévision privées accréditées en Algérie sont autorisées à assurer la couverture médiatique des élections législatives” prévues pour le 4 mai 2017. Interrogé par Liberté sur les critères de choix de ces cinq chaînes de télévision privées, à savoir Ennahar TV, Echorouk TV, Dzaïr TV, El Djazaïria et Hoggar TV, le conférencier soutient que “ce sont les seules chaînes de droit privé qui disposent officiellement de bureaux accrédités en Algérie”, avant d’ajouter qu’”elles sont aussi les moins virulentes ces derniers temps”. Selon Grine, ces cinq chaînes TV sont accréditées à l’issue de la réunion ayant regroupé les représentants des ministères de la Communication, de l’Intérieur et des Collectivités locales, et le président de la Haute instance indépendante

de surveillance des élections, Abdelwahab Derbal. “En cas de dérapage de l’un de ces médias lourds privés durant cette période pré-électorale, c’est à l’Autorité de régulation de l’audiovisuel (Arav) de réagir pour appliquer les textes réglementaires, notamment les dispositions contenues dans la loi n°14-04 du 24 février 2014 relative à l’activité audiovisuelle.

L’Arav est le seul organisme capable de recourir à des sanctions qui peuvent aller jusqu’à la fermeture de la chaîne en cas de manquement grave”, met en garde l’orateur. Quant aux autres chaînes privées non accréditées (une cinquantaine environ), celles-ci continueront à exercer sous la loupe des pouvoirs publics représentés par le ministère de la Communication, a-t-il précisé. “Nous avons un seuil de tolérance et à chaque fois, nous choisissons la voie de la sagesse. Tous les médias sont les bienvenus, pour peu qu’il y ait un minimum de respect des valeurs humaines et des règles déontologiques de la profession”, a-t-il ajouté. Par ailleurs, M. Grine annoncera que l’installation de l’Autorité de régulation de la presse écrite devra intervenir cette année, au même titre d’ailleurs que la commission permanente de délivrance de la carte de journaliste professionnel. Interrogé sur une éventuelle décision de bloquer les réseaux sociaux en Algérie, le ministre de la Communication a tenu à démentir formellement cette “rumeur”, affirmant que “cela fait presque trois années que j’assiste aux conseils des

ministres, mais on n'a jamais évoqué cette question de blocage des réseaux sociaux". "Il ne faut pas oublier que nous sommes dans un pays démocratique, où la liberté d'expression est bel et bien consacrée dans la Constitution algérienne", poursuit-il. À une autre question d'un confrère qui voulait savoir si M. Grine va présenter sa candidature à la prochaine députation, le ministre rétorquera sans ambages : "Je ne serai pas candidat."

Liberté du 07/02/2017 : École des beaux-arts : des étudiants optent pour la grève de la faim

Devant “l’ignorance” de la tutelle de leurs revendications, et ce, malgré la grève générale et illimitée qu’ils observent depuis le 9 janvier dernier, certains étudiants de l’École supérieure des beaux-arts d’Alger sont passés, depuis avant-hier, à une grève de la faim. Ils sont exactement au nombre de six, sur environ trente étudiants occupant l’école depuis le début de la grève illimitée, à opter pour cette action radicale. Un ultime recours qu’explique une déléguée des grévistes, auquel d’autres étudiants comptent se joindre progressivement pour grossir les rangs des grévistes de la faim. Ce qui a suscité la réaction du ministère de la Culture dont le secrétaire général a été dépêché dans la journée d’hier pour tenter de raisonner les protestataires. “Le SG du ministère est venu aujourd’hui (hier, ndlr), à l’école mais il n’a apporté aucune solution à nos problèmes. Il nous a juste demandé de mettre fin à notre grève en nous promettant verbalement de transmettre nos revendications à la tutelle. Ce qui ne nous a pas convaincu”, explique la même déléguée.

L’objectif de la grève est de provoquer la réaction du ministère de la Culture et celui de l’Enseignement supérieur lesquels départements, accuse-t-elle, ne semblent guère s’inquiéter de la situation “dégradante” des étudiants de cette école qui perdure depuis quelques années. Les revendications des protestataires concernent aussi bien les problèmes liés à l’hébergement, la restauration et le transport que ceux liés à la réorganisation de la filière et à la redéfinition du statut de l’école. Dans leur large plateforme de revendications, les étudiants de l’École supérieure des beaux-arts, au nombre d’environ 200, réclament, en effet, une résidence universitaire fixe sachant qu’actuellement ils sont éparpillés dans les différentes cités universitaires de la capitale. Quant aux problèmes d’ordre pédagogique et organisationnel, ils revendiquent notamment la reconnaissance du diplôme qui doit être délivré et signé par les deux tutelles, à savoir les ministères de la Culture et celui de l’Enseignement supérieur, au lieu et place de la seule signature du directeur de l’école qui est apposée actuellement. Tout comme ils réclament, par ailleurs, l’accès permanent à leur École ou encore la réforme des programmes pédagogiques datant de plusieurs années et qu’ils estiment obsolètes. Il convient de rappeler que le ministre de la Culture avait, à l’occasion de sa visite à l’école le 16 janvier dernier, également tenté, mais en vain, de convaincre les étudiants de mettre fin à leur action.

El Watan du 08/02/2017 : Traitement de l'échec scolaire : Les craintes des enseignants

Le taux des élèves de terminale ayant obtenu la moyenne en mathématiques au premier trimestre ne dépasse pas 30%.

Le traitement de l'échec scolaire à travers la remédiation pédagogique proposée par le staff de Nouria Benghabrit ne risque-t-il pas de finir dans les tiroirs du ministère ?» s'interrogent des enseignants qui estiment que le projet présenté, il y a quelques jours à Biskra, «ne prend pas en compte tout le contexte qui forme le système éducatif d'aujourd'hui».

Le projet présenté consiste à mettre entre les mains des enseignants les outils pédagogiques nécessaires pour «réduire les taux de redoublement et de déperdition très élevés, notamment à chaque début de cycle, et diminuer les effets des difficultés d'adaptation constatés», souligne le Dr Farid Benremdane, conseiller pédagogique au ministère de l'Education nationale. Ce dernier rappelle l'enquête lancée l'année dernière sur les erreurs répétées par les élèves des classes d'examen.

Il s'agit de l'analyse de la production écrite des élèves lors des épreuves nationales de fin de paliers primaire et moyen à travers 10 wilayas et qui a permis d'établir une base de données portant sur 646 000 erreurs dans les apprentissages de base de la langue arabe, des mathématiques et des langues étrangères.

«L'analyse de l'erreur ne vise pas à punir ni à constater l'échec, mais à repérer une difficulté d'apprentissage pour la traiter et la corriger», insiste le Dr Benremdane. Pour le ministère, il s'agit donc de réaliser «une sorte d'audit du système» pour identifier les causes d'échec et de réussite des élèves, l'erreur «étant indicatrice des processus d'apprentissage», rappelle le même pédagogue.

La stratégie lancée par la tutelle «occulte les raisons réelles de l'échec», estiment des enseignants des matières ciblées. Pour Bachir Hakem, professeur formateur de mathématiques et porte-parole du Conseil des enseignants des lycées d'Algérie (cela), «toute démarche de remédiation sera sans impact sur les élèves, si une prise en charge des difficultés liées à la surcharge des classes et des programmes n'est pas effectuée». Pour cet enseignant de mathématiques, la stratégie de remédiation risque de rester un concept abstrait en l'absence d'une volonté réelle de refonte des programmes dans les matières ciblées.

«L'évaluation de la réforme ayant abouti à la deuxième génération des programmes doit être complétée par un débat sur l'enseignement de ces matières et une refonte de la méthode d'enseignement et des programmes», estime M. Hakem, craignant que la démarche présentée par le ministère «risque de rester virtuelle sans l'implication des enseignants». Le porte-parole

du Cela relève par la même occasion l'impossibilité de mettre en application la nouvelle approche d'enseignement, consistant à mettre des élèves dans l'action pédagogique.

«La surcharge des classes et la mauvaise formation des enseignants font que cette méthode aussi intéressante soit-elle est confrontée à la réalité du terrain», ajoute le même enseignant. Le taux des élèves de terminale ayant obtenu la moyenne en mathématiques au premier trimestre ne dépasse pas 30%, révèle le même enseignant. Il évoque les dysfonctionnements dans l'orientation des élèves avec le système des quotas par filières pour répondre au souci de la disponibilité des classes pédagogiques et ignore les capacités et le profil de l'apprenant, déplore notre interlocuteur.

Orientation scolaire et système des quotas

Meziane Meriane, coordonnateur national du Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest), fait d'ailleurs un lien direct entre les taux d'échec élevés dans les trois matières citées et le système d'orientation scolaire qui ne tient compte que de la carte scolaire. Aussi, les coefficients des matières aux examens nationaux font passer des élèves dans des filières sans le niveau requis dans les matières essentielles, explique M. Meriane.

Ce dernier s'interroge également sur l'applicabilité des mécanismes de remédiation, sachant que le système d'évaluation des élèves «est lui-même à réformer». Il constate aussi que le système d'évaluation qui s'est depuis des décennies basé sur le test des connaissances, sans proposer des mécanismes de rattrapage, aura sûrement besoin de plus de temps et de moyens pour être appliqué.

Concernant les langues étrangères, dont le français, pour le n°1 du Snapest, l'école algérienne subit encore les affres de la décennie noire, durant laquelle cette langue était tout simplement interdite dans les établissements scolaires sous la menace des terroristes. «Même si un travail a été fait pour la couverture des régions du pays en enseignants, la diabolisation de l'enseignement du français par les islamistes a toujours ses conséquences sur son enseignement», explique M. Meriane.

El Watan du 08/02/2017 : L'opposition accuse Derbal de justifier la fraude

La sortie du président de la Haute instance indépendante de surveillance des élections (HIISE), Abdelwahab Derbal, sur l'impossibilité d'assainir le fichier électoral jette un supplément de doute sur le déroulement et l'issue de les prochaines élections législatives.

Les accusations de fraude, lors des rendez-vous électoraux successifs, ont de tout temps désigné la manipulation du fichier électoral par l'administration comme un des principaux moyens de détournement des voix des électeurs. C'est à cause de cette pratique d'ailleurs que des morts continuent de voter en Algérie. Abdelwahab Derbal, censé rassurer et agir pour garantir la régularité du scrutin, prouve par sa déclaration l'inaptitude de l'instance qu'il préside à apporter les assurances d'une élection libre et transparente. Le fichier électoral est l'arme de la fraude que l'HIISE veut ignorer en justifiant ne pas pouvoir l'épurer.

«C'est un premier aveu que l'élection ne sera ni libre ni transparente, et qu'elle ne se déroulera pas dans des conditions normales et démocratiques», estime Hassen Ferli chargé de communication au FFS. Contacté hier, M. Ferli considère que cette déclaration de Derbal «nous prépare à la fraude». Le FFS a toujours demandé un assainissement du fichier et de permettre aux partis d'y accéder, ne pas le faire est une grave atteinte à la régularité du vote. «Derbal cherche à justifier son incapacité à assurer la transparence de la prochaine élection... Attendre la convocation du corps électoral pour déclarer l'impossibilité d'assainir le fichier électoral est une honte pour l'instance qu'il préside. Pour moins que ça dans les pays qui se respectent on démissionne», souligne pour sa part Athman Mazouz, responsable de la communication au RCD, dont la position sur cette commission est de dire qu'elle ne pourra garantir la régularité du prochain scrutin.

«Sa déclaration a au moins le mérite de renforcer notre conviction que seule l'installation d'une vraie instance indépendante de gestion et de contrôle des élections peut garantir le choix du peuple.» Le Parti des travailleurs s'interroge, quant à lui, sur les prérogatives de l'HIISE et se demande comment elle pourra garantir la transparence des élections si elle ne peut intervenir pour assainir le fichier, vérifier le déroulement du vote des militaires et interdire la pratique d'achat des voix des électeurs par les candidats nantis. «Le problème numéro un qui se pose à chaque élection est l'utilisation du fichier électoral pour frauder.

Nous disons que non seulement il faut assainir le fichier électoral, mais aussi permettre aux partis de vérifier s'il comporte des irrégularités. Il faut que ce problème soit réglé à l'échelle nationale, car non seulement il y a des cas de décès non inscrits, mais le fichier renferme aussi de nombreux cas de double inscription pour les personnes ayant changé de résidence... C'est inconcevable que ladite Instance ne peut pas intervenir pour empêcher la manipulation frauduleuse du fichier électoral», déclare Djelloul Djoudi responsable au PT.

Notre interlocuteur soulève une autre aberration dans les déclarations de Derbal, concernant le vote des éléments de l'Armée nationale populaire et disant ne rien pouvoir faire. «Le problème des doubles inscriptions se pose aussi pour les militaires. En 2012 déjà, nous avons soulevé la problématique de l'inscription globale des militaires.

Les noms des éléments de l'ANP n'ont pas été barrés de leurs lieux de résidence et on a présenté des listes toutes prêtes validées par les magistrats. L'Instance de surveillance des élections est tenue d'intervenir si elle veut jouer son rôle de garant de la transparence des élections. De même qu'elle se doit de réagir sur les cas de vente et d'achat de voix d'électeurs», précise encore M. Djoudi.

El Watan du 08/02/2017 : Le mandat de dépôt conservé

L'appel fait par le blogueur Touati Merzoug pour sa libération, en attendant la tenue de son procès pour, entre autres chefs d'accusation, «intelligence avec une force étrangère», a été refusé hier par la chambre d'accusation du tribunal de Béjaïa, nous a confié son avocat, Amirouche Bakouri.

«La chambre d'accusation a conservé l'ordonnance du juge d'instruction de mettre sous mandat de dépôt le blogueur Touati Merzoug, jusqu'à la tenue de son procès», a indiqué l'avocat. Le dossier du prévenu est toujours en instruction, selon Me Bakouri, qui ajoute que son client «garde le moral et se trouve dans un état normal» à la prison d'El Khmis (Béjaïa-ville), où il est détenu depuis le 18 janvier.

S'agissant de l'issue du procès, l'avocat se dit «optimiste» dans la mesure où certains chefs d'accusation «vont disparaître» au fil de l'instruction. «Je suis optimiste car, d'après les chefs d'accusation, on a voulu donner une grande envergure à l'affaire alors qu'il n'en est pas ainsi. En réalité, il ne s'agit pas d'un grand dossier et je pense que son envergure internationale va disparaître», a-t-il dit.

Le 9 janvier dernier, Touati Merzoug avait diffusé sur son blog, Al Hogra, une vidéo qui le montre en discussion avec une personne qui s'est présentée comme étant un diplomate israélien. Ce dernier a fait des révélations fracassantes, qui auraient irrité en haut lieu, dont la présence, jusqu'à l'an 2000, d'un «bureau de liaison» israélien à Alger.

Par ailleurs, le verdict du procès en appel des deux internautes de M'sila, Rachid Fodil et Hicham Dhis, condamnés respectivement à 5 et 3 ans de prison ferme au tribunal de Sidi Aïssa, pour «offense au prophète» sur la foi de publications sur facebook, est tombé hier, nous a indiqué Me Bakouri, qui se charge également du dossier avec un autre avocat. La peine de Rachid Fodil a été réduite à une année de prison ; il sera donc libéré dans 3 mois après avoir passé 9 mois en détention provisoire, tandis que Hicham Dhis a été libéré hier et a écopé de six mois de prison avec sursis, a indiqué Me Bakouri.

El Watan du 08/02/2017 : Détenus de Ghardaïa : Les avocats redoutent une issue dramatique

Les avocats des détenus dénoncent une instruction «totalement à charge» et le «non-respect du code de procédure pénale». Ils s'élèvent contre une «punition collective» et exigent la fin de la détention provisoire qui ne sied pas au cas de leurs clients.

Il ne leur reste que leur corps pour se défendre contre une longue et interminable détention provisoire qui dure depuis 18 mois. Les détenus de la vallée du M'zab répartis dans les prisons de Ghardaïa et d'El Ménée poursuivent leur grève de la faim au péril de leur vie. Ils livrent dans la douleur un combat pour dénoncer leur arrestation «arbitraire», dans l'espoir de mettre un terme à leur calvaire carcéral.

Déclenchée par le docteur Kamel Eddine Fekhar il y a 36 jours maintenant, lequel gît à l'hôpital de Laghouat depuis le 22 janvier passé en raison de la dégradation de sa santé, d'autres détenus ont rejoint à leur tour le mouvement de grève, alors que certains d'entre eux, âgés, souffrent de maladies. Le détenu Saïd Boulenaâche (65 ans), diabétique, a été transféré à l'hôpital des suites de graves souffrances. Leurs avocats, inquiets, lancent un cri d'alarme et mettent en garde les autorités judiciaires et politiques contre une issue dramatique pour les grévistes de la faim. «Nous lançons un appel aux autorités politiques du pays d'agir avant que le drame n'arrive.

Ne laissez pas les détenus crever en prison !» interpelle Me Dabouz lors d'une conférence de presse avec son collègue Noureddine Ahmine, tenue hier au siège du MDS, seul parti politique qui exprime un soutien franc aux détenus de la vallée du M'zab et qui réclame leur libération sans condition. «Il faut libérer immédiatement tous les détenus emprisonnés en raison de leurs opinions sur les événements de Ghardaïa. Nous sommes en présence de personnes poursuivies sur aucune base fondée.

Aucune partie n'a déposé de plainte contre eux, ils ont été arrêtés sur instruction des services de sécurité. C'est une atteinte aux droits de l'homme. S'ils ne sont pas libérés rapidement, nous nous dirigeons inévitablement vers une catastrophe et, à ce moment là, le pouvoir fera face à des situations extrêmement complexes et inextricables», prévient-il encore. Placés en détention provisoire quelques jours seulement après les tragiques événements de Guerrarra qui ont fait 22 morts en juillet 2015, les détenus ont été arrêtés loin du théâtre des événements. Les interpellations ont eu lieu en partie dans des mosquées à Kseur de Ghardaïa en pleine prière, ciblant essentiellement des citoyens connus pour leur engagement politique et dans la lutte pour les droits de l'homme. Kamel Eddine Fekhar, ancien président de la section locale de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme, ex-cadre dirigeant du FFS, connu

pour ses opinions tranchées et ses prises de position radicales qui donnent du fil à retordre aux autorités locales et nationales, est devenu l'homme à abattre.

Procès politique

Avant son arrestation, il a été désigné d'abord par les autorités politiques comme «le fauteur de troubles». Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, et le chef de cabinet de la présidence de la République, Ahmed Ouyahia, l'ont nommé responsable des violences qui ont secoué la vallée du M'zab. Le tribunal politico-médiatique l'a jugé et condamné avant la justice.

Ce qui fait dire à l'avocat Nouredine Ahmine que «les détenus sont victimes d'arrestations arbitraires et victimes de punition collective, car il est impensable de poursuivre 60 personnes pour les mêmes chefs d'inculpation». Dix-huit chefs d'accusation pèsent sur eux. Cela va de l'«atteinte à la sûreté de l'Etat» à la «menace de l'unité nationale» en passant par l'«incitation à la haine, à la violence», à renverser le système politique.

Des griefs qui conduisent à la peine capitale. Me Ahmine, qui estime excessives et infondées ces accusations, rappelle que la détention provisoire est «l'exception et non la règle, et dans le cas qui concerne les détenus de Ghardaïa, elle n'est pas fondée dès lors que les détenus ne présentent aucun danger, aucune menace et qu'ils n'ont pas fui la justice.

Ils doivent comparaître en prévenus libres comme le stipule la loi. Leur maintien en détention est arbitraire». Il dénonce le «non-respect du code de procédure pénale» et «une instruction totalement à charge». Ce dont justement le détenu Kamel Eddine Fekhar s'élève vigoureusement. Il a saisi le procureur pour entendre des responsables politiques, cités comme ayant un rapport avec les événements de Ghardaïa, à propos de leurs déclarations publiques.

«Ahmed Ouyahia a déclaré publiquement savoir qui finance les fauteurs de troubles, et Amar Saadani, en tant que secrétaire général du FLN, a ouvertement accusé l'ex-patron des Services de renseignement, le général Toufik, d'être l'instigateur des événements du M'zab. Le juge d'instruction doit les entendre», plaident les avocats. «La défense demande à l'instruction d'entendre les hauts responsables cités dans cette affaire et le juge d'instruction a les moyens de le faire», précise Me Ahmine.

Par ailleurs, Salah Dabouz, qui rend des visites régulières aux détenus, dénonce des conditions de détentions «insoutenables». «Dans le parloir, j'entends des cris de détenus, battus, les gardiens de prison interdisent à mes clients d'échanger en mozabite, ils subissent des pressions psychologiques, alors que les soins qui leur sont prodigués sont rudimentaires.» Visiblement remonté, Me Dabouz dénonce une «ségrégation infligée aux détenus en mentionnant leur rite ibadite sur les procès-verbaux de police lors de leurs arrestations».

Cependant, l'avocat se réjouit de la campagne de solidarité – certes timide – qui se met en place en Algérie et à l'étranger en faveur des prisonniers, alors que leurs épouses observent depuis quelques jours le jeûne en signe de colère. L'avocat n'a pas manqué de souligner le

silence assourdissant de la classe politique, des élites intellectuelles et des défenseurs des droits de l'homme face à une tragédie humaine qui se joue dans le huis clos carcéral.

El Watan du 08/02/2017 : Le MAE dénonce «des appréciations spéculatives et tendancieuses»

Le département de Ramtane Lamamra a affirmé que l'Algérie «ne saurait être atteinte par de telles outrances».

Le ministère des Affaires étrangères (MAE) n'est pas resté indifférent aux derniers rapports d'ONG internationales et d'instituts de pays occidentaux sur la «situation incertaine et inquiétante» de l'Algérie. Dans un communiqué publié hier par l'APS, le MAE a commencé par reprocher à des titres de la presse nationale d'avoir fait écho du contenu de ces rapports et notes critiques sur la situation en Algérie à tous points de vue.

Le ministère des Affaires étrangères est allé plus loin dans sa récrimination, accusant la presse nationale de faire dans le sensationnel en amplifiant des faits et des constats qui ne collent pas à la réalité du pays qu'il voit autrement. «Des titres de la presse nationale font écho, parfois de manière sensationnelle, à des propos attribués à des personnes connues ou même anonymes, ainsi qu'à des études prétendument académiques et autres matières médiatiques, pour amplifier des appréciations spéculatives et tendancieuses sur la situation en Algérie et ses perspectives», a souligné le MAE pour lequel ces appréciations ne reposent sur aucun paramètre objectif.

«Qu'elles soient sourcées en France, aux Etats-Unis ou dans tout autre pays, et qu'elles se prévalent de scientificité ou s'apparentent à la cartomancie, les manifestations de subjectivité et les stéréotypes qui sont surabondamment véhiculés et fréquemment recyclés pour déformer les réalités actuelles et les perspectives de l'Algérie ne résistent pas à une analyse élémentaire prenant en compte l'histoire héroïque du peuple algérien et son attachement indéfectible à son indépendance et à la non-ingérence dans ses affaires intérieures», a-t-il souligné.

Mise en garde indirecte

Le département de Ramtane Lamamra, qui n'en est pas à sa première dénonciation de rapports d'ONG internationales critiques sur l'Algérie, invite ainsi indirectement la presse algérienne à faire l'impasse sur ce genre de «matière médiatique». Le MAE estime que «lesdites expressions publiques d'opinions étrangères n'acquièrent évidemment pas d'autorité particulière, ni en tant que telles, ni du fait du pays ou de l'institution avec qui elles s'emploient à paraître associées, ni encore moins en fonction du niveau de déni des caractéristiques positivement distinctives de l'Algérie en termes tant de réalisations nationales incontestables que de contributions bien établies à la paix et à la sécurité internationales».

L'Algérie, une valeur sûre

Il considère dans ce sillage que l'Algérie qui, sous la conduite du président Bouteflika, «œuvre résolument à concrétiser pleinement les aspirations et les ambitions légitimes de son peuple, tout en s'affirmant comme un acteur responsable dans les relations internationales». Et de ce fait, elle «ne saurait être atteinte par de telles outrances».

«Dans un monde chargé de contraintes et d'incertitudes face aux défis globaux et régionaux auxquels l'humanité est confrontée, des pays comme l'Algérie, qui ont triomphé de l'éclipse coloniale et défait le terrorisme, constituent une valeur sûre sur laquelle la médisance n'a pas de prise», a conclu le département de Ramtane Lamamra.

Cette réaction musclée est intervenue après une série de rapports et de notes qui font état d'une situation très peu rassurante en Algérie. Il y a eu le rapport de Transparency International sur la corruption, déclassant de 20 points l'Algérie. Il y a eu également celui de Freedom House qui parle d'atteintes multiples aux libertés, mais aussi la note très alarmiste de Washington Institute sur l'Algérie qui risque de plonger dans l'instabilité dans un futur proche. Le communiqué du MAE a fait également référence aux déclarations de parlementaires algériens sur la fragile stabilité de l'Algérie en raison de l'état de santé de son Président.

البويرة: غلق طريق احتجاجا عن عدم إتمام مشروع الغاز



اغلق صباح اليوم العشرات من سكان قرية الصدارة الواقعة في بلدية الهاشمية بالجهة الجنوبية لولاية البويرة ، الطريق الرابط بين مقر البلدية و منطقة حمام كسانة السياحية ،أحتجاجا على عدم اتمام مشروع تزويد سكان القرية بالغاز الطبيعي و طالبوا بتمديد الشبكة الى كل السكان .

حسب المحتجين فان بعد الشكاوي التي رفعوها الى المسؤولين المحليين و عدم تجسيد الوعود التي تلقوها بشأن اتمام المشروع ليستفيد منه كل السكان دون استثناء ، قرروا غلق الطريق حتى يسمعون صوتهم الى كل المسؤولين ، فخرج العشرات منهم في ساعة مبكرة من صباح اليوم و اغلقوا الطريق بالحجارة و المتاريس ، و استمر الوضع على حاله الى غاية السعة الثانية بعد الزوال اين تدخلت قوات مكافحة الشغب التابعة للدرك الوطني التي فرقت المحتجين بالعصي و الهروات كما قبضت على تسعة منهم لا يزالون لحد كتابة هذه السطور في مقر الفرقة الاقليمية للدرك الوطني بالهاشمية، اين تجمع العشرات من سكان القرية للمطالبة باطلاق سراحهم .

و في اتصال هاتفي مع رئيس بلدية الهاشمية ، ارجع هذا الاخير سبب احتجاج السكان الى تسرعهم في تفسير الموضوع ، حيث ان القرية استفادت من مشروع لتزويد سكانها بالغاز الطبيعي ، غير ان العملية لم تستفد منها في المرحلة الاولى 14 عائلة ، ثم توصيل الغاز الى 12 عائلة و لم تبق سوى عائلتين فقط و ذلك لأسباب تقنية حسب تفسيرات سونلغاز ، هذا ماجعل السكان يتضامنون مع العائلتين و يغلقون الطريق ، رغم ان المشكل في طريقه الى الحل - يقول رئيس البلدية - ، وبالنسبة للموقوفين أشار ذات المسؤول بأنه تدخل رفقة عقلاء القرية و اقنعوا السكان بضرورة توقيف الاحتجاج و بالمقابل من المنتظر ان يطلق سراح المعتقلين خلال الساعات القليلة القادمة .

Liberté du 09/02/2017 : Détenus de Ghardaïa : graves accusations de la défense



Le traitement, avant-hier, par la chambre d'accusation du dossier des détenus de Ghardaïa a été, finalement, ajourné d'une semaine. C'est sur demande de la défense que la chambre d'accusation a décidé ce report. Selon des avocats de la défense, Me Dabouz et Me Ahmine, qui ont animé un point de presse avant-hier à Alger, le traitement interviendra le 14 du mois en cours. Lors de leurs interventions, les deux avocats ont dénoncé "une situation très grave" qui prévaut dans les prisons de Ghardaïa. Relevant les "multiples dérapages, erreurs, vices de forme..." contenus dans le dossier des détenus, les conférenciers ont révélé que la procédure choisie par les autorités à Ghardaïa consiste "en l'arrestation de plusieurs personnes" et, ensuite, à "tenter avec la justice de leur trouver des accusations". L'exposé fait par la défense des détenus de Ghardaïa est hallucinant tant il met à nu une instrumentalisation flagrante et délibérée de l'appareil judiciaire suite aux événements meurtriers qui ont secoué la vallée du M'zab. Selon eux, "le Dr Fekhar et les autres détenus ont été accusés sur la base de déclarations et non sur la base de faits avérés", avant de revenir sur les circonstances de l'arrestation du Dr Fekhar "lors de la prière de tarawih avec des dizaines d'autres personnes". Me Ahmine a ajouté que la décision des autorités judiciaires de transférer le dossier au procureur général près le tribunal de Ghardaïa "est une fuite en avant". L'avocat a révélé que "l'instruction s'est faite à charge" et qu'aucun des arguments "à décharge" n'a été retenu. Qualifiant ces prisonniers de "détenus d'opinion", les deux avocats ont alerté sur l'état de santé des grévistes de la faim, "qui ne cesse de se détériorer", et ils sont "de plus en plus nombreux à se priver de nourriture pour dénoncer leur arrestation". Me Dabouz a révélé que toutes ses tentatives de voir ses mandants, ensemble, se sont avérées vaines, ce qu'il a qualifié d'outrage à la fonction d'avocat et d'obstruction aux droits de la défense. Il a dénoncé, par ailleurs, les pressions exercées sur les détenus et "les agissements" de certains gardiens envers les prisonniers. Me Dabouz a informé que des détenus "ne sont pas autorisés à parler mozabite". Il a raconté qu'au cours d'une entrevue avec certains de ses mandants, "des cris stridents émanant de l'intérieur de la prison ont attiré mon attention". L'avocat a ajouté que, selon ses clients, "il s'agit d'une séance de torture d'un prisonnier à l'aide d'un fil de fer". "Cela est inacceptable", a-t-il lâché avant d'appeler les autorités à intervenir "promptement" pour éviter "non pas une catastrophe, mais plusieurs". L'avocat a révélé qu'un des détenus mozabites a été privé de soins, car "il n'avait pas d'argent pour les payer". "Ce détenu est diabétique, hypertendu et souffre d'une maladie cardiaque", a dit l'avocat, qui a raconté que le concerné, technicien chauffagiste de métier, "a proposé à la direction de la prison la réparation du matériel électroménager pour pouvoir payer ses soins". Sur un autre volet, Me

Dabouz a relevé le fait que la wilaya de Ghardaïa est soumise à un régime d'état d'urgence non décrété officiellement, qualifiant cet état de fait "de crime contre toute une région". "On est revenu à l'ère du règne dynastique où le roi décide seul", a-t-il dénoncé, avant d'ajouter que "livrer toute la région aux services de sécurité est très dangereux". Concernant les demandes du Dr Fekhar, les deux avocats ont rappelé que leur mandant exige toujours sa libération et celle de tous ceux qui ont été arrêtés dans les mêmes conditions, des réponses à ses multiples requêtes et plaintes et la convocation de hauts responsables par la justice pour répondre de leurs déclarations publiques sur les événements de Ghardaïa.

Liberté du 09/02/2017 : Trois condamnations à mort et deux acquittements



L'enquête a été diligentée par les services de la PJ et a permis l'identification des présumés auteurs du crime.

Le verdict de l'affaire de kidnapping avec guet-apens, d'attentat à la pudeur et complicité d'homicide volontaire commis sur le mineur Chaïbi Miloud, âgé de moins de 16 ans, et qui, rappelons-le, avait défrayé la chronique en décembre 2015 à Ben-Badis et dans toute la région de Sidi Bel-Abbès, a été prononcé tard dans la soirée de mardi dernier par le tribunal criminel près la cour de Sidi Bel-Abbès. En effet, trois des mis en cause dans ce crime, D. B., B. M. et A. B., âgées respectivement de 24, 25 et 46 ans, ont été condamnés à la peine capitale, tandis que les deux autres accusés, D.K. et D. A. âgés de 22 et 24 ans, ont été acquittés. Les faits de cette affaire remontent à la journée du 29 décembre 2015, lorsque le corps sans vie de la victime portant des traces de blessures et qui avait été porté disparu depuis plus d'une semaine, a été découvert à proximité des kiosques de la cité 52 logements de la ville de l'ex-Descartes, enfoui dans un sac, les mains et les pieds ligotés avec des lacets et la bouche bâillonnée avec un foulard. Aussitôt alertés, les éléments de la Police judiciaire et de la Protection civile ont été dépêchés sur le lieu de la découverte macabre, et le cadavre a été transféré vers la morgue de l'EPH de Ben-Badis pour les besoins de l'autopsie.

Dès lors, une enquête a été diligentée par les services de la PJ et a permis l'identification des présumés auteurs du crime, notamment le dénommé A. B., âgé de 46 ans, qui rappelons-le, a été condamné en novembre 2016 à la peine de mort pour une affaire similaire de kidnapping avec violence suivi de torture et d'attentat à la pudeur et homicide volontaire avec guet-apens sur G. M. N., âgé de 8 ans, à Ben-Badis. Appelés à la barre, les cinq mis en cause, D. B., B. M., A. B., D. K. et D. A., ont tous nié les griefs qui leur sont reprochés, arguant qu'ils avaient appris la disparition et la découverte de la victime dans la rue, au même titre que les citoyens de la ville, et ont déclaré n'avoir aucune relation de près ou de loin avec cette affaire. Par contre, A. B. qui a été arrêté, suite aux résultats de prélèvement de son sperme, et qui se sont avérés positifs, a d'emblée et sans détour reconnu tous les faits, notamment l'attentat à la pudeur. Selon l'acte d'accusation, le rapport du médecin légiste a conclu au fait qu'il ressort de l'examen du corps de la victime le constat de violence sexuelle et que la mort a été causée suite à un étouffement. Lors de son réquisitoire, le représentant du ministère public a démontré les faits et les étapes du drame mettant en cause les cinq prévenus et a requis à leur encontre la peine capitale. De leur côté, les avocats de la défense ont, dans leurs plaidoiries, sollicité le bénéfice des circonstances atténuantes au profit de leurs clients.

الخبر 2017/02/09

الإعدام لثلاثة متهمين بقتل الطفل شعبي ميلود



أصدرت، في حدود منتصف ليلة أول أمس، محكمة الجنايات بمجلس قضاء سيدي بلعباس أحكاما بالإعدام في حق ثلاثة متهمين بقتل الطفل شعبي ميلود البالغ من العمر 14 سنة، أواخر شهر ديسمبر من سنة 2015 بمدينة بن باديس، 40 كم غربي عاصمة الولاية سيدي بلعباس، من بينهم المدعو "ب. عبد القادر" 46 سنة، المتهم الرئيسي في مقتل الطفل الآخر المنتمي إلى نفس المدينة المرحوم غنيم محمد نجيب، 8 سنوات، والذي سبق لنفس المحكمة أن أصدرت في حقه حكما بالإعدام في شهر نوفمبر من السنة المنصرمة.

وصلت الجريمة الشنعاء التي اهتزت على وقعها مدينة بن باديس مع نهاية سنة 2015، سهرة أول أمس، إلى آخر فصولها بإصدار حكم الإعدام في حق كل من "ب. عبد القادر" 46 سنة و"د. بولنوار" 24 سنة والمتهم الثالث "م. بشير" 23 سنة، وذلك بعد اعتراف المتهم الأول أمام هيئة المحكمة بارتكابه للفعل المخل بالحياة على الطفل الضحية خلال مناسبتين نظير إنكار ارتكابه لجريمة القتل.

وقد بدا المتهم الثاني "د. بولنوار" مترددا في تصريحاته خلال مختلف مراحل التحقيق، مع أن المتهم الثالث "م. بشير" ورطه بصفة مباشرة في الجريمة أمام هيئة المحكمة، حين راح يعترف بإقدام الثنائي معا على ارتكاب الفاحشة على الطفل، الأمر الذي سبق أن كشفته نتائج مختلف تحاليل الحمض النووي الخاصة بعدد من المتهمين والمشتبه فيهم، والتي أشرف عليها أخصائيون من المعهد الوطني للأدلة الجنائية وعلم الإجرام ببوشاوي.

وكانت محكمة الجنايات قد برأت الأخوين "د. عبد السلام" و"د. عبد الكريم" بالنظر لغيابهما خلال الفترة التي شهدت ارتكاب الجريمة في حق الطفل شعبي ميلود.

يذكر أن الضحية من مواليد 27 أوت 2001، وتوارى عن الأنظار بعد صلاة المغرب من يوم السبت 26 ديسمبر 2015، قبل أن يتم العثور على جثته داخل كيس بلاستيكي غير بعيد عن مسرح الجريمة بحي "كاسطور" بمدينة بن باديس.

الشروق 2017/02/12

عمال بلدية بني يلمان بالمسيلة يدخلون في إضراب



قرر الفرع النقابي لعمال وموظفي بلدية بني يلمان بالمسيلة التابع للنقابة الوطنية لمستخدمي الإدارة المحلية في بيان له مؤرخ في 2017/02/07 تلقت "الشروق" نسخة منه الدخول في إضراب عن العمل بداية من 14 فيفري القادم تضمن ثلاثة مطالب اعتبرها البيان مشروعة ومن الحقوق الأساسية التي كفلتها التشريعات المختلفة للعمال والموظفين منها قضية المستحقات المالية للجنة الخدمات الاجتماعية العالقة منذ 2013.

واعتبر العمال والموظفون الأمر إجحافا في حق العشرات منهم، محملين الإدارة جانبا من مسؤولية لهذا النوع من التأخرات، مشيرين إلى أهمية أن يلقي مطلبهم هذا الأذان الصاغية من قبل الجهات المعنية والعمل للإفراج عن تلك المستحقات، كما أشار أصحاب البيان إلى ما أسموه "إشكالية الترقيات الآلية"، مما يعني أن عديد عمال وموظفي البلدية لا يزالون يعانون من تعطل عمليات الترقية، مناشدين الجهات الوصية التحرك لإنهاء الحالات المسجلة على هذا الصعيد.

وتطرق الفرع النقابي كذلك إلى انعدام المقر، وحتى للجنة الخدمات الاجتماعية باعتبار المقر فضاء من شأنه معالجة عشرات القضايا المطروحة خاصة في القضايا المهنية والاجتماعية الخاصة بعمال وموظفي البلدية.

وفي السياق علمنا أن الفرع النقابي ببلدية بني يلمان ابلى كافة الجهات ذات الصلة بما هو عازم القيام به في انتظار ما ستسفر عنه الساعات القادمة على اعتبار - يقول بعض العمال - أن الإضراب ليس هدفا وليس غاية في حد ذاته بقدر ما هو وسيلة شرعها الدستور الجزائري، مضيفين "نحن كفئة عمالية على استعداد للحوار في أية لحظة لإنهاء نقاط الخلاف والمحافظة على المصلحة العام

El Watan du 12/02/2017

Les travailleurs de la commune de Bordj Omar Driss, 700 km au nord d'Illizi, semblent déterminés à arracher leurs droits légitimes. La grève observée par les employés depuis dimanche semble bien partie pour durer.

En fait, privés de leurs salaires depuis cinq mois, les employés de la mairie sont rentrés, depuis dimanche dernier, en grève illimitée pour dénoncer la gravité de leur situation qu'ils jugent catastrophique, en procédant à la fermeture du siège du Trésor communal. «Aucune des nombreuses promesses qu'on a eues n'a été concrétisée, nous n'avons rien et nous voulons juste nos salaires pour pouvoir nourrir nos enfants...

C'est dur !» dira très déçu Djamel, un employé de cette mairie. «Nos enfants sont malades, d'autres suivent leur cursus universitaires et nos salaires sont bloqués depuis cinq mois. Est-ce logique ?», s'interroge Fatiha, en colère, avant d'ajouter : «Nos dettes ne cessent d'augmenter et nous sommes à la merci des commerçants de la ville, même le seul pharmacien dont dispose notre commune continue à distribuer les médicaments à crédit, surtout aux malades chroniques, mais jusqu'à quand durera cette faveur ? »

Les grévistes ont brandi des banderoles sur lesquelles on pouvait lire «Les travailleurs de l'APC de Bordj Omar Driss veulent leurs salaires». Dans une lettre adressée au premier magistrat de la wilaya, Aïssa Aletta, secrétaire général de la section communale de l'UGTA, a sollicité son intervention pour mettre fin à ce blocage qui dure depuis plus de quatre mois.

«Nous sommes à cent mètres des élections législatives et on voit que les événements qui se passent ou se passeront gêneront la vie politique dans cette commune (...) Monsieur le wali, nous vous demandons de nous aider, au moins pour régler la situation des travailleurs de la commune, qui souffrent économiquement... Sauvez leurs familles et leurs enfants», lit-on dans cette lettre, dont nous détenons une copie.

Les élèves, premières victimes de la grève

Les élèves des établissements scolaires, notamment ceux du lycée Mohamed Boudiaf, ont payé cher les conséquences de cette grève. Seulement 60 lycéens ont pu rejoindre leur établissement dimanche, soit 30% de l'effectif contre 82% lundi, sachant que cet établissement ferme ses portes aux retardataires.

Une série de réunions se sont tenues entre l'association des parents d'élèves, la représentation locale de la fédération de wilaya des associations des parents d'élèves et le directeur du lycée, en vue de débattre de ce problème, à l'issue desquelles une série de recommandations ont été émises aux autorités compétentes, à leur tête le premier responsable de la wilaya.

«Nos enfants sont les cadres de demain, notre commune a besoin des ingénieurs, des médecins, et des cadres dans tous les domaines. Et nous réclamons depuis belle lurette

l'ouverture d'une annexe de l'Etablissement public de transport urbain et suburbain dans notre localité mais en vain», dira Moussa Ben Salem, vice-président de l'association des parents d'élèves du lycée Mohamed Boudiaf.

Bouda Brahim

الخبر 2017/02/13

وقفة احتجاجية بوسط تبسة بسبب انقطاع مياه الشرب



أقدماليومالاثنينعشرالمواطينالقاطنينبوسطمدينةتبسةعلالتجمهرو غلقطريققسطنطينبوسطالمدينةوذلكبحرقإطاراتالسياراتمحت
"جينعن"انقطاعمويهمبالماءالشروب

وأوضحعضوالمحتجينبأن"انقطاعمياهالشربعنوسطالمدينةأماكثرمن 25 يوما" منددينب"عدمإصغاءالسلطات"
للشكاوالتقدموهاإلىكلمنريسالبلديةومؤسسةالجزائريةللمياه

منجتهاوأضحمديرمؤسسةالجزائريةللمياهلخضرهدهوأنالانقطاعفيمويينسكانوسطالمدينةبمياهالشربكان

"بسببأشغالتنظيفالبئر العميقةتبعينزروقوالتيتمونمنهاهذهالمنطقةبالماء" مطمئناأنالأشغالستنتهي
اليومالاثنينليستأنفتمويينوسطالمدينةبالماءابتداءمنيومغدالثلاثاء

الخبر 2017/02/13

مسيرة حاشدة بتيز يوزو للمطالبة بالأمن.



خرجت جالاً لافمنطالبة جامعة مولو دم عمر بيتيز يوزو، اليوم، في مسيرة احتجاجية صامتة للتنديد بتفشي العنف بالمدينة بعد عشر أيام من تعريض ضابط بالجامعة لقتل، مطالبين من السلطات بالتدخل فوراً لإيجاد حلول دائمة للظاهرة.

شهدت الشوارع الرئيسية لعاصمة الولاية تيز يوزو وتنظيم مسيرة حاشدة من قبل طلبة جامعة مولو دم عمر بيتيز يوزو وشاركت فيها آلاف من الطلبة والطلبات وبعض الأساتذة الجامعيين بحضور أفراد عائلة الطالب الجامعي الذي هُتقت وجهه مساء يوم الجمعة 3 فيفر بالمنصر متقدمهم أمهوه عائلاتهم ضحايا العنف هذا بغرض التنديد بالأمن ومطالبة السلطات بالتدخل فوراً لوضع حد للوضع التي تعكس حسية فشل السلطات لتسيير شؤون المواطنين.

وانطلقت المسيرة من داخل الحرم الجامعي بحسناوة على الساعة الحادية عشر حيث شاركت جموع من الطلبة في صمت تام وتنظيم محكم بما تجاهم مقر مبن بمجلس قضاء تيز يوزو ورافعين صور المرحوم جمال سو أكو لافتات تعكس تذمرهم من تفشي العنف حيث كتب على بعضها " إلمت هذا العنف " " أريد أن تطور وأعيش في أمن " " الأمن والحقوق والمواطن اللأمن هي أولنا لالمساواة " " تجند سلمياً لعدالة منصفة ووقف المشاركون في هذه المسيرة لوصولهم إلى مبن مجلس قضاء تيز يوزو ودقيقة صمتت حما على رحوال جميع ضحايا العنف متناو لأحد الطلبة الكلمة ليقرء عليهم بيان يخلصهم من قف الطلابة ورفعلهم على الجريمة النكراء التي أودت بحياة شاب لم يقتر فايذ نبحيها انتقدوا الوضع العام وسيا سة تكفلاً لسلطاتهم شاكلاً لمواطنيها التي اعتبرها فاشلاً

الخبر 2017/02/13

قالمة: مكتبو " عدل 2" يحتجون أمام مالو لاية علستأخر انطلاقت سكناتهم



" 2

عاد، اليوم الاثنين، بعض مكنتبي " عدل

بو لاية قالمة، إلتاحتجاجاً أمام مقر الولاية، لمطالبة سلطات الولاية بالتحرك مع الجهات المعنية، لانطلاق قفيا أشغال البرنامجال معلنة همؤ خرا، الذي خصموا قعود اديالز ناتي، بوشقوفو حجر المنقوب، والمتعلقة بـ 8364 مكنتب سدو الشطر الأول . فقد تجمعال محتجونالذين تضاء لعدد همالنظر للوقوفاتالاحتجاجية السابقة، تجمعواعلنال صيفالمقابل للبوابة الرئيسية للمقر الاجتماعيلو لاية قالمة، حيثصرّ حلتابعضهم فيشيء منالتذمر، أنهمملؤ امجرّ دالو عودنالمسؤولين، مفيدينبتعترّ تجسيدالبرنامجدالو لاية، الذي لمينطل قمنهحسبهم، سوى 1100 وحدة سكنيةبالقطبالجنوبيلمدينةقالمة

وقالبعضمحدثينامنهؤ لاءالمحتجين، أنالحصصالمبرمجتمواقع "حجر المنقوب"بلديةبلخير، وبمدينةبوشقوف، والمدينةالجديدة "جبالالعنصل

"بو اديالز ناتي، لمتنقلبعده، وهو ما عقّدمناؤ ضاعهمأكثر، مثلما أو ضحوا، متسائلينعنمصير تجسيد هذالسكناتوشغلها، كونمعظمهميعانونا لأمر ينمنالناحية السكنية، مثلما ذكر و

وقدأودائنانمالمحتجينعلمصالحديوانالولاية، التيا علمتهمحسبماذكر هأحدالممثلينلدعوتها إليهم، أنالأشغالأسندتالشركتةبناصيني ة، التي لمتنطلقيا لإنجاز، بسببعدمصبلها الأموال المبالجهات الوصية علبر نامجسكنات

" عدل 2"، مثلما ذكر للمحتجين، الذينوعدوا بوقفاتاحتجاجية مماثلة لاحقا، والشروعفيتحضير عريضة لمقابلةوزير السكنوالعمرانوالمدينة عبدالمجيدبتبون، ومسؤوليو كالة " عدل "بالجزائرالعاصمة

الشروق 2017/02/14

سكانبئر خادم ينتفضون ويطالبون المير بالرحيل



انتفض سكان بلدية بئر خادم، التابعة لولاية الجزائر، الإثنين، أمام مقر البلدية في احتجاجات جراء حالة الإهمال والركود التي تعيشها البلدية في الآونة الأخيرة، بفعل تجريد "المير"

كافة المشاريع دخولها فيصرا عاتمعا لمنتخبينا المحليين، مطالبينا هبالرحيل، فيما تدخلت عناصر الأمن لتفريق المحتجين وقالوا لساكنة

"الشروق"، إنهم تقدموا بعدة طلبات لعلم ستون البلدية من أجل دعوتهما للضرورة الإسراع في تجديد المشاريع وتسوية وضعيتها مع لغير ارسكان الأحياء وأصحاب المستثمرات الفلاحية، لأن جميع مطالبهم لا تزال تنتظر نحيما كاتب المسؤلينو لم تتحرر كقيد أنملة

وقالوا للمحتجون إن العديد من مشاريعها لا تزال قائمة مجمدة بفعل حالة الانسداد التي فرضت عليهم بسبب تعنت رئيس البلدية ودخولها في صراعها مع المسؤلينو التفكير في مصالح الضيقة على حساب المصلحة العامة بالبلدية

فيما اتهم سكان أحياء أخرى برئيس البلدية بالوقوف حجر عثرة أمام المشاريع التنموية وتعرض أطفال المدارس للخطر كالتماطل في تنصيب مهلات لمستوى الطرقات الرئيسية الفرعية لحين انمزيانو تحديد ابشار عمقو ظكتو، الذي يضم المدارس الابتدائية عمير وشمحمد، إلى جانب عشر أحياء والمجاورة المحاذية للمؤسسات التربوية بالمنطقة، مما تم التأسيس عليهم منظر فمصالحة الدائرة، والغلاف المالي المعتبر المخصص لتتصميم مهلات تنبلاستيكية عصرية هو المشروعال معطل بجرقة قلم المير..

وهدد السكان بتنظيم مسيرة عارمة في حال تعنت المسؤلينو للبلدية في رفض دفعو تيرة الأشغال، طالبينا لوالي المنتدب بمقاطعة بئر مارييس والواليين وخال تدخلت لتسريعو تيرة إنجاز المشاريع ودفعها

الشروق 2017/02/14 ضحايا مشروع 200 مسكن بالمحمدية ينقلون احتجاجهم إلى المقر الولائي

200 مسكن بصيغة كتاب/

نقل ضحايا مشروع

بلدية بالمحمدية في العاصمة، احتجاجهم، الإثنين، المقر ولاية الجزائر بغية إيصال صوتهم إلى الوالي وعلنا اعتبارها سلطة تنفيذية على رأسها ولايتهم الذي بإمكانهم - تحريك قضية تعود لأكثر من 27 سنة، حول حياة هؤلاء المستفيدين والمشروع على الجحيم بعدما اكتشفوا أن مشروعهم والسكنيون بعد سنوات انتظار للصيغ آخر بعدما شهدوا إلغاء القائمة الأصلية حسبهم، واستبدالها بأسماء جديدة وغرباء عن البلدية

المحتجون الذين تجمعهم وأمامهم قبال ولاية، أكدوا في تصريح لـ "الشروق"، أنهم نظروا الأوضاع وهمالمرورية التي تلت إطلاق، سيواصلون احتجاجاتهم إلى غاية النظر بجديّة بالقضية ثمحيثأصروا على نقل تناقضاتهم إلى غاية مقر وزارة السكن بعدما سدت كلاً لأبوابهم.

27

وتعود قضية هؤلاء إلى

سنة ماضية عندما سجل هؤلاء أنفسهم في مشروع سكني مشترك كبلدية بالمحمدية والصندوق الوطني للتوفير والاحتياط

"كتاب"، وبعد دفعهم للاشطر الأول وقبلتو قفاشغال لمشروع والذي منحت لهم بشأنهم عقود الملكية، يتفاجأ هؤلاء بتحويلها للصيغة الأسبوعية البيبي ما بين 2007/2002 دون استشارة ثمحيث تم إعادة إحياءهم من جديد أينماقت نسبة أشغالها حاليا 85 بالمائة

ليصطدم المستفيدون بحسبما أظهرتها القائمة الجديدة التي طالعوا عليها، انهم أقصاؤهم بغير وجه حق ما يتطلب حسبهم إجراء تحقيق معمق في القضية، خاصة وانكلامهم وشرانتوكذباً القائمة الجديدة أفصت أصحاب المشروع والحقيقيين واستبدالهم بغير باء بعد ما تلاعبت البلدية حسبهم بالقائمة الأصلية سنوات 2007/2002

الشروق 2014/02/14

مقصيو "الباخرة المحطمة" يحتجون ويطلبون بقاء "مير" برجال كيفان



تجمهر عشرات المواطنين المقصيين من السكن محيا الباخرة المحطمة أمام مقر بلدية برجال كيفان التابعة لولاية الجزائر، الإثنين، مطالبين بتدخل سلطات المحلية بالرد على تطوعو نهما لتأييد عدو هامندسنة ونصف كذا بضرور ة مقابل تر ئيسا البلدية لإيجاد الحلول للضرور ية حسبهم وأفاد محتجون في حديثهم "الشروق"

أنهما ودعوا تطوعو نه بعد إقصائهم من عملية إعادة الإسكان، معبر ين عن استيائهم وتذمر هم الشديدين نتيجة الإقصاء وكذا نتيجة تماطل سلطات المحلية في الرد على تطوعو نهما لتأييد عدو ها علمستو بالبلدية، مردفين أن السلطات المعنية تتجاهل تطوعو نهما بالر غم منمر ور أكثر من سنة من أيداعها

وقال المحتجون أنهم سئموا وصفو هب

"سياسة الكيليمكياينو كذا سياسة الوعود الكاذبة التي تبغونها المسؤولين في كل مرة من أجل امتصاص غضبهم وندو ن تقديم دودسرة في قضيتهم"، وحسب شهود عيان فإن ما لا يستقبل المخصص للمواطنين شهد فوضو ضعار مة بعد تنظيم العائلات للاحتجاج حيث تدخلت مصالح الأمن لتفريق الغاضبين الذين أصروا على بقاء رئيس البلدية، من أجل نقل احتجاجهم

الشروق 2014/02/14 مواطنون في مسيرة عارضة ضد الجريمة بتيز يوزو



استجابا لآلام الطلبة الجامعيين وسكانو لايتيز يوزو، صبيحة الإثنين، للنداء الذي أطلقها أصدقاء الضحية "سواق جمال" المغتالط عنقياً لسبو عليلي مسير في المدينة الجديدة، حيث خرجوا لاه في مسير ةصامته انطلقت من جامع تيز يوزو، ومرور ابشوار ع المدينة إلى غاية المجلس القضائي، منددي نبار تفا ع مستوي اتا لجر يمة ومطالبي نبتدار كالوضع .

خر جالا لافمنطلبة جامعة "مولود معمري"

بتيز يوزو، الإثنين، في مسير ة عر فتنظيما وتسيير امحكما، ليندو ابالجر يمة التي بلغت أتابالجامعة عشتيفيها فيالسنو اتا لآخر ة، و"جمال سواق" الذي فحيا تهمنامؤ خرا، لا يعدأوالضحايا ولا الأخر إذا ما بقيت الأوضاع لجالها حسب تعبير هم المحتجون الذين تقدمت معاملة الضحية ولجنة القرية التي نحدث منها، انتفضوا ضد ما وصفوه بـ"حالة اللامن السائدة"، رافعين شعارات مختلفة ضمنها "كلنا جمال"، "الجر يمة اليمتى؟"، "أوقو العنف"، "أوقو الجر يمة، نريد التطور والعيش في أمان"،

"الامننا ولوي اتا لحرية اللامننا ولوي اتا لعدالة"

وغير هامنا لشعار اتا لتي استتكر وامنخلالها المستويات المخيفة التي بلغت معدل اتا لاجر امبولاي تيز يوزو، خصوصا في المناطق الحضرية.

والدة الضحية التي استجابت لوعود فقاء ابنها وشاركتهم المسير ةر غمصابها الجلل، أعر بتعنا متناها للطلبة علنا خطوة التيقاموا بها، راجي ة أنيكونابنها آخر ضحايا الإجر امبتيز يوزو التي أصبحت لجر يمة تحومعللر وسأبنائها وتحصدأوا حهم

وجاء فيندخلل ممثلا للطلبة، أنمكافحة العنف الإجر اما الذي يصنع يوميات المواطنينو فر ضنفسه لحنياتهم، أصبحت اليوم مسؤولة الجميعو على مختلف المستويات، وأنالمسيرة التي نظموها يوم أمس، ستكونالخطوة الأولى للمطالبة بالسلطات بار ساء الأمن، وطال بالمتحدثين تطبيق القانون، تحقيقا لعدالتهم الضرر ببيد من تحديد لاحتواء نطا لجر يمة والحفاظ علنأوا حالنا سقبل ممتلكاتهم

21

وللإشارة فإن الضحية "سواق جمال" البالغ العمر

سنة اغتيل قبل أسبو عليلي مسير ققضاءيا، بطعنة خنجر غير بعيد عنا لإقامة الجامعة حسناو ةبالمدينة الجديدة، وقامت عائلة الجاني بتقديم ابنا ل عدالة، كما لاتعتبر مسير ة، الإثنين، الأولى لمننوا عها التي خرج فيها السكان إلى الشارع للمطالبة بإحلال الأمن، حيث سبقو نظم مسير ات مماثلة عر قتها لولاية بعد جرائم احضحتها شباب آخرين

الشروق 2017/02/14
سكاتحيبو سكور ببوز ريعة يطالبون بلجنة تحقيق



طالب سكان حيبو سكو لبلدية بوز ريعة ئيسا لبلدية بالعدا لتي التنمية، منتقدين أعمال التهيئة والتزبين التي تمسك أحياء الرافيق القريبة من البلدية لتتبع بطرقها أو صفتها كل ثلاث سنوات، في حين يفتقر حيها لأبسط شروط التهيئة، حيث اتت الطرق مكسرة وغير صالحة لسير السيارات، فضلا عن غياب الغاز والكهرباء وحتما الماء في العديد من المنازل. وما يثير مخاوف السكان، هو الحفر العميقة التي جعلت من الطرق قاتنا جسا للسكان، خاصة أنها لم تستفد من التهيئة التي فيتمند 25 سنة ما جعلها تتأكل وتتصدع.

وانتقد السكان لدا بتصالهمب "الشروق"

عدم التزم ئيسا لبلدية بوز ريعة بعوده، حيث كان يؤجلا أعمال التهيئة كلعام من الشتاء إلى الربيع ومنال بيع إلى الصيف، وطلبوا منو اليا لعاصمة عبد القادر زو خايفاد لجنة تحقيقا لالحيا الذي يقطنه عدد كبير من السكان الذين يفتقدون أدنى نظرو والحياة الكريمة، في ظل غياب النقل ومدار سلطو الممت ووسطو الثانوي.

وعلا لسكانا امتناع "المير" عن الالتفاتا لحيهم بموقعها مخفي عن الأنظار، حيث أتى في منحدر عميق..

وهذا ما يجعل الطرق بالمعبد مناهم مطا بالسكان

الشروق 2017/02/14
عمال تعاضدية التربية والثقافة يحتجون أمام وزارة المالية



احتج العشر اتمناً أعضاء وعمال تعاضدية التأمين الجزائرية لعمال التربية والثقافة، علناً وأوضاعاً مزرية التي يتخبطون فيها، جراء البير وقرارية طية المنتهجة منظر فلجنة الإشراف على التأمينات، وطالبوا بإجراء تعاضدية الوصاية الجمعية العامة المنتخبة سنة 2010 وأكد المحتجون أنهم بعد محاولة تصفية التعاضدية بتاريخ 2009، وضعت هذا الأخير تحت تصرف الوصاية ابتداء من 2010، لتشهد استقراراً، وتصحيح مسارها وتطويرها من منظور المتصرف الإداري بالمؤقت السابق خلال الفترة الممتدة من 2010 إلى غاية 2014، مؤكداً أن هذا الأخير حقق مؤشراً تحسناً لتسييرها في الإدارة بما يعادل 10 مرات ما تم إنجازها سابقاً، كما أشار هؤلاء إلى أن الإنجاز التلقائي قام به ذات المسؤولة خلال تلك الفترة كانت جد إيجابية مقارنة بالسنين السابقة وأشاروا أن الأمر تحول إلى أسوأ بعد تعيين متصرف إداري آخر بتاريخ 1 جانفي 2015 من أجل إعادة انتخاب الجمعية العامة المنتخبة أساساً من منظور المتصرف الإداري بالمؤقت السابق، بقرار لجنة الإشراف على التأمينات قرار يدعو إلى الاستغراب، ما جعلهم يقررون إرسال التقرير مفصلاً للوزارة المالية يطالبون بها بإجراء تعاضدية الوصاية الجمعية العامة المنتخبة بطريقة شرعية بتاريخ 22 ديسمبر 2014 مع انتهاء تعيين المتصرف الإداري بالمؤقت الجديد منظر فلجنة الإشراف على التأمينات، مشيرين بأن وضع تعاضدية تسيير نحو الأسوأ والمجهول لعدم احوالها لجنة الإشراف على الملكية خاصة

Liberte du 14/02/2017 : Grande marche des étudiants contre l'insécurité à Tizi Ouzou



L'assassinat de l'étudiant de 21 ans, Djamel Souaki, et la récurrence des actes de violence à Tizi Ouzou ont fait sortir, hier, dans la rue, des milliers d'étudiants de l'université Mouloud-Mammeri qui ont battu le pavé silencieusement tout en brandissant des banderoles et des pancartes hautement significatives de leur message.

Ils étaient environ 6 000 étudiants à répondre à l'appel à la marche lancé, il y a quelques jours, au nom de la communauté universitaire pour, à la fois, rendre hommage à leur camarade mortellement poignardé le 3 février dernier, et crier halte à la violence. Il était 11h lorsque la marée humaine, des centaines de portraits du jeune Djamel brandis, s'est ébranlée de l'intérieur du campus Hasnaoua dont l'enseigne accrochée sur le portail d'entrée a été recouverte d'une banderole sur laquelle on pouvait lire : "Que justice soit faite pour Djamel et tous les autres". D'autres slogans se déclinaient au fur et à mesure que les carrés avançaient, dans un climat de deuil et un calme remarquable, vers le centre-ville. "Mobilisation pacifique pour une justice équitable", "Halte à la violence", "Je veux évoluer et vivre en toute sécurité", ou encore "La sécurité... première des libertés, l'insécurité... première des inégalités", pouvait-on lire sur les larges banderoles déployées à la tête de chacun de ces carrés au milieu desquels des pancartes arborées par centaines interpellaient toute l'opinion à travers leurs contenus. "Où va-t-on ?", "Jusqu'à quand ?", y est-il inscrit.

Arrivée devant le CHU Nedir-Mohamed où Djamel Souaki a rendu l'âme après son évacuation, toute la foule s'accroupit et observe une minute de silence à sa mémoire. Comme pour se solidariser avec les marcheurs et montrer leur adhésion à ses mots d'ordres, les automobilistes rebroussaient chemin d'un geste naturel avant même que les policiers déployés en nombre ne le leur demandent. La marche reprend son cours en empruntant l'avenue Abane-Ramdane, communément appelée la Grande rue, pour se diriger ensuite, et toujours dans la sérénité, vers la cour de justice où la marée humaine ne s'est dispersée qu'après une déclaration lue par un membre du collectif initiateur de la manifestation. "Nous, étudiants de l'université Mouloud-Mammeri, avons l'obligation morale et humaine de réagir et de dénoncer fermement la gravité de cet acte barbare d'un temps révolu qui a malheureusement

coûté la vie à un étudiant dont le seul tort était de s'être innocemment retrouvé au mauvais endroit et au mauvais moment", a lancé d'emblée l'orateur pour qui cela confirme inéluctablement l'insécurité généralisée et instrumentalisée par ceux que Tahar Djaout appelait "les chasseurs de lumières".

"L'insécurité règne d'une main de fer et tient en otage l'université et, par conséquent, toute la société. Nous dénonçons la violence qui sévit dans notre environnement", a-t-il ajouté, non sans expliquer que cette situation "est une résultante du laisser-aller des autorités concernées, en ce sens que les irresponsables concernés ont laissé en berne les différents organismes qui devaient faire face à ce phénomène de violence et d'oppression galopant". Après avoir accusé les différents services étatiques d'être "devenus une source de violence et d'instabilité au lieu de jouer leur rôle d'optimiseurs dans l'émergence d'une volonté sociale pour mettre en place des bases solides de progrès", l'orateur a tenu, au nom de la communauté universitaire, à inviter toute la société à agir contre toute forme de violence et de haine. "Djamel est une victime qui nous rappelle profondément que nul n'est à l'abri des violences sociales", a-t-il conclu avant que la foule ne se disperse dans le calme.

Samir LESLOUS

ElWatan du 14/02/2017 : Tizi Ouzou : Marche des étudiants contre l'insécurité

Plusieurs milliers de personnes ont pris part à la marche silencieuse initiée, hier, par des étudiants de l'université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou pour «dénoncer le climat d'insécurité ayant entraîné le décès, le 3 février, de Djamel Souak, un étudiant de 22 ans assassiné à l'arme blanche».

La marche s'est ébranlée vers 11h depuis le portail principal de l'université vers la cour de justice à la sortie ouest du chef-lieu de Tizi Ouzou, en passant par la rue des Frères Ouamrane, Lamali puis l'avenue Abane Ramdane. Des membres de la famille du défunt, dont notamment la mère toujours sous le choc, étaient au premier rang de la marche, entourés de gens du village Aït Abdelmoumène, d'où est issu Djamel Souak.

Les manifestants, parmi lesquels il y avait des enseignants et des fonctionnaires de l'université, ont brandi des portraits de la jeune victime ainsi qu'une imposante banderole sur laquelle était inscrit : «Mobilisation pacifique pour une justice équitable». On distinguait aussi dans la foule d'autres pancartes sur lesquelles on pouvait lire : «Je suis Djamel», «Halte à la violence» «Où on va ?» ou encore «Jusqu'à quand ?»

Les manifestants ont respecté à la lettre le mot d'ordre de la marche silencieuse dont l'appel a été lancé il y a quelques jours. Arrivés devant la cour de justice, une minute de silence a été observée par la foule à la mémoire du défunt, avant une prise de parole pour la lecture d'une déclaration des étudiants qui dénoncent le climat d'insécurité. Ils rappellent d'abord qu'il ne s'agit pas du premier cas de violence enregistré et dénoncent «un laisser-aller de la part des autorités et notamment des services de sécurité».

D'après les étudiants, cette situation donne lieu à «une violence galopante» face à laquelle «nul n'est à l'abri», soulignant que Djamel l'a payé de sa vie en «s'étant retrouvé au mauvais lieu, au mauvais moment». La mère de la victime, en larmes, a, pour sa part, remercié les participants à l'action. Les manifestants se sont par la suite dispersés dans le calme, vers midi. Djamel Souak a, pour rappel, été mortellement poignardé le 3 février vers 23h devant le portail de la résidence universitaire des garçons du campus Hasnaoua.

الشروق 2017/02/16 تجار وحر فيونيفيونسو سبالعاصمة ينتفضون



أقدمت تجار وحر فيونوفينونسو سبالعاصمة، الأربعاء، علنا احتجاجا أمام مقر البلدية، مطالبين بتدخل الوالي العاصمة عبد القادر زوخ، وفتح تحقيقا في تلابعات المسؤولين المحليين في قضية المركز التجاري الجديد 24 فبراير

دخلا لتجار الذين كانوا اولون لتجار تهمة فيونسو سبالعاصمة بالمركز التجاري 24
فبراير حاليا وكذا مهنيو وحر فيونوفينونسو سبالعاصمة بفضولهم بفتح حمة أكثر من أربعين يوما للمطالبة بتدخل المسؤولين لولاية الجزائر، بسبب ما سموه التلابعات التي شملت محلات المركز التجاري 24 فبراير

وحسب المحتجين، الذين التقطهم

"الشروق"، الأربعاء، أمام مقر البلدية فإنهم كانوا ينشطون بنظر يقفون ضوياً بتدخل السوق، ليتفاجؤوا برئيس البلدية السابق بلبنهم إخلاء
سوقاً عاجلاً عادة تهنيتهم المحافظة علن فيسالتجار، حيث قام رئيس البلدية السابق بتسليمهم مقررات استفادة وهذا سنة 2002

وحسب التجار الذين حملوا شعارات "أينالو عود... شباب فيونسو سبالتجار" و"أين 100

محلياً بلدية الفساد نرى دخلاً"، فإنه بعد زيارته الوالي العاصمة عبد القادر زوخ والبلدية سبالتجار من رئيس البلدية الحالي بإيجاد حل للتجار غير الشرعيين
نالذين كانوا ينشطون بحيا ليد، ليصرح رئيس البلدية للوالي بالتجار الـ 45 تمتعوا بمحلاتهم في المركز التجاري الجديد 24

فبراير بضرار بذلك القرار الذي اتخذهم مسؤولو البلدية من قبل في سنة 2002

عرض الحائط، وكذا إلغاء مقررات الاستفادة التي منحها لتجار وحر فيونسو 24 فبراير الذين تجاوز عددهم 130 تاجر

كما طالب بالتجار بتدخل الوالي العاصمة للنظر في القضية التي أبت أنها كتكا لهم، وإيفاد لجنة تحقيق لكشف المستور حسبهم-

بسبب التلابعات عفيقوا أئمة مستفيدين

منجته، أكد محمد بورابتر رئيس بلدية فيونسو س، فيتصرح بطلشوقاً وأن المحتجين هم متحايرون، ويوجد من بينهم عمال فيقطاعات عمومية وغير قاطن
بنيابلية، أرادوا استغلالاً لوضع عاجلاً لاستفادة من محلات البلدية

وأضاف بورابة أن المحتجين حركهم أحد السياسيين من أجل فشل الحملة التي شنتها البلدية علنا لتجار غير الشرعيين كذا القضاء علناً لأسواقهم
ضوية حسب تعليمات الوالي العاصمة عبد القادر زوخ، وذلك بالقضاء على تجار حيا ليد وتعويضهم بمحلات المركز التجاري 24

فبراير، وقال في هذا الإطار

"المحتجون لم يسبق لهم أن عملوا في السوق"، مضيفاً أنه عليهم احترام القانون، وذلك بإيداع ملفات الحمول التي تستدرسها اللجنة وإذا كان
هم محققين يأخذونه

الشروق 2017/02/16
الطلبة الصحر او يونسعيدة فيوقففة تضامنية معمعتقلي "أكديمازيك



نظممكتبطلبة الصحر اء الغر بية جامعة الدكتور مولاي الطاهر فيسعيدة، الأربعاء، وقففة تضامنية معمعتقلي الصفا للطلابيو جميعالمعتقلينال
..سياسيينالصحر او بينيسجونالمحتلالمغربي

70 طالبواطلبةمنالصحر اء الغربية، حملوا اشعار اتمنها...

المشاركونفيالوقففةبمجموعأكثرمن

..الحريةلمعتقليالصفا للطلابيو للسياسيينالصحر او بين: "ياشهيدارتاحارتاحسنواصلالكفاح.. نحنشعبلايموت

الوقففةالتضامنيةالمنظمةبيهاالجامعة، اعتبرهارئيسمكتبالطلبةالصحر او بينيسعيدة، حمديعلي، فيتصريحهل"الشروق"، حملتوطنية
عبرجامعاتالجزائرمنأجلالتضامنوتأزر معمعتقليلملحمة

"أكديمازيك"، الذييقبعونفيسجونالاحتلالالمغربي، وذلكفقطلأنهمعبروا عنأهمفي

الحريةوتقريرالمصير، فيماصرحالمكلفبالإعلاملمكتبالطلبةالصحر او بينجامعةسعيدة، سلامومحمدالسالم، أنهذهالوقففةالتضامنيةمنأ
لمعتقليالصفا للطلابيو المعتقلينالسياسيينالصحر او بينفيسجونالمحتلالذيوصفهبل"أسودملحمةأكديمازيك

"

الخبر 2017/20/19

مستفيدون ممن مقررات السكنى غلقو مقر بلدية بالاعواط



250

أغلق عدزوالاليومالأحدمجموعهالمستفيدينمن

سكنر يقيمقر بلدية عينسيديعليفياًقصبالجهة الشمالية للاعواط احتجاجاً على عدم تحديد معالم المقطع الأرضي الممنوح لهم لبناء سكناتهم، وحبس مصدر من البلدية أنالمستفيدينمنهذالتجرتةتحصلوا علىمقرر اتالاستفادة مناعاناتالمالية وقطعأرضيفيإطار السكنالريفيمندأكثر منست سنواتولم يتملحدتحددقطعأرضيللمستفيدينمنهامنظر فالجهاتالمعنيةرغمالاتجاجاتالمتكررة التيقاموا بها، حيثيطالبونبتسويةمشكلت هملمكينهممنبناءسكناتهم، ويعدملفالسكنالريفينقطةالسوداء التيظلتتحر كالاتجاجاتبهذهاالبلديةخلالالعهدالانتخابيةالحالية، حيثت مخاللالأسابيعالفارطة علىمقر البلديةمقر الحالةالمدنيةلأكثر منأسبوعينو تعطيلمصالحالمواطنينبسبقائمةالمستفيدينمنحصة 301 سكنر يفيظلتتعالقتبسبببعض اقبالإدارية

الخبر 2017/02/20

مسيرة لطلبة الهندسة بجامعة البويرة



نظام ليو مطالبة الهندسة بجامعة البويرة مسيرة عجا بتأرجاء كليات الجامعة المركز يبعد أن تمنعهم من السير إليها قادمين من القرباء الجامعيين خلا لغلق المنافذ باستعمال قوامة كفاحة الشغل لشرطه حيثما اجتمعوا بالجامعة المركز يوسار وادخلها وانتهت بساحة كلية الحقوق قرافعين شعارات تطالب بالهندسة الكهربية بانيمة مصير مجهول

وحسب الطلبة فإن احتجاجهم اجعل بعدم تلبية الإدارة لمطالبهم التي تضمنها البيان ومضمونظر فالإتحاد العام للطلبة بالحر والذيتلقت "الخبر"

نسخة منهُ تضمنت ثنتي عشر نقطة، حيث طالبوا من خلالها الحصول على شهادة معترف فيها معترف في عقد العمل المهني بالإضافة إلى توفير المعدات والأدوات لاختلال الحصص التطبيقية، معالاً أخذ بالحجم الساعي، معترف في طبيعته علم مستو بالمعهد الطلبة المحتجين والذين اجتمعوا بساحة كلية الحقوق طابواز ملائهم من مختلف الكليات بضرورة الوقوف لساندهم من أجل كسب الحقوق بعد أن خذلتهم الإدارة في ذلك بحسبهم

الخبر 2017/02/20 متقاعدو الجيش يحتجون



نظام اليوم، متقاعدو ومعطوبو وذوو الحقو ق للجيش والوطنيا الشعبيو قفة احتجاجية امام مقر اتبانيا القطار العسكرية، فيخطو ة لحملوزارة الد فاعلنا الاستجابة لمطالبهم المرفو عة منذ قرابة العقد منازل من وشهد مدخل مبنيا القطار العمليات اتيا العسكر ببعاصمة لولاية تيبازة تجمع العشر اتنا المنتسبين لمتقاعدو معطوبو وذو الحقو ق للجيش والوطنيا الشع بي، وعلقوا ايا فطاعتها شعار انتشير البصمود هذ هالفئة في الدفا عن حقوقها المادية والمعنوية منها " حماة الوطن صامدون نصامدونو علنا العهد باقو نالبيو ما لينا الغاية تحقيق الحقو ق المسلوبة"، " لانريد المساس بكرامة متقاعدو ومعطوبو وذو الحقو ق للجيش والوطنيا الشعبي هذا وحمل ممثلو هذ هالفئة يتقدمهم المنسقو لوطني سعيد يعبد العزيز عريضة قائد القطار العمليات اتيا العسكر يتذكر بأرضية المطالب الموجهة لوزي ر. الدفا والوطني تضمنت 37 مطلباماديا ومعنويا، فيما استقبل قائد القطار العمليات اتيا العسكر لولاية تيبازة ممثلو هذ هالفئة بالولاية كما قرر المحتجون تنظيم قفة بالساحة العمومية لعاصمة الولاية لترحمان شهداء الواجب بالعمليات العسكرية ضد الإرهاب بالولاية البويرة



نظم مظاهرة الجامعة، أمس، عبر عضو لايالاتو وطنيو ما احتجاجيا على خلفية مشاركة كليبدا غوجية و آخر باجتماعية أصبحوا ابو اجهونها، يقولون، مطالبينا الجهات المعنية بحلها.

3
ففي العاصمة، نظم مظاهرة الهندسة المعمارية المضربون منذ أزيد
جانفيا الماضي قفة احتجاجية تجوار مقر وزارة التعليم العالي والبحث العلمي بيننا نفي العاصمة، مطالبين هذا الأخير بتكفلا عاجل "المطالبا لمشروع" التبر فغو هاليها لوقفا لاضر ابو العودة بالدراسة
وأفاد أدم مثلنا الطلبة بأنهم سبق لهم اسلة الوزارة للمطالبة باجتماع معالوزير حجار، حيث طمأنتهم بتبر تبا اجتماع مع هفيا لقر بي عاجل، مو
"ضحة أن" المطالبا لتبر فعنا هاشر عية تدون أني تماشستد عاؤنا لهذا اللقاء النحد الآن.

3
وكانت القطرة التي أفاضت الكأس ودعتنا الطلبة بالدخول لفي اضر ابفي 10 معاهد منيين 13 معهدا علنا المستو بالوطني، منذ
جانفيا الماضي، فزتر يصل مدة شهر كما لم يعد التخر جيب 9 ملايين سنتيم، ما جعلنا لطلبة يهتجون، مطالبين بالغاء
"الضريبة"، مشيرين بأننا المئات منخر يجمعنا هه الهندسة عاجز ونمذسنو اتعنا لحوصلنا لعمادات، إلجاننا مطالبا فعدر جة المهندسين
معمار بيننا لرتبة 13 بالرتبة 14

فيسلمنا لتصنيف، والحق في التسجيل في مسابقات وزارة التربية، وتمكينهما أيضا من إجراء التبر بصا تقيال قضا عينا العامو الخاص
واستد عنا الوزارة ممثلينا الطلبة، حسب أحد هما الذي قال إنه هذا الأخير أخبرتهم بأن مصالحها اسلنوزارة السكن حولنا المطالبا لتبر فغو هاليها
وهي تنتظر ردها.

وفي اليوم، منعنا الشرطة، أمس، طلبة كلية العلوم والعلوم التطبيقية بجامعة البويرة من تنظيم مسيرة تبا تها مقر الولاية احتجاجا على عدم اعتراف
رافصا لحوالوظيفة العمومية بالشهادا التي تمنحها الجامعة لطلبا البيو طبيي بعد تخرجهم.

فمنذ الصباح طوقر جالا لأمنمذ كل كلية العلوم والعلوم التطبيقية في الساحة المقابلة لمدخل الولاية، ولما حاولوا لعشر انا الطلبة مغادر الجامعة
جدوا المكان مطوقا بجالا لأمنالذين منعوا همنالخر و جلسير نحو مقر الولاية، ما أثار حفيظة الطلبة.

وكانت لطلبة البيو طبيي أو الاحتجاجهم بتتنظيم اضراب مفتوح منظموا، منذ يومين، مسيرة تيندا خلال الجامعة ولما حاولوا السير نحو مقر الولاية من
عوا.

من جانبهم، نقلنا لطلبة المدرسة الوطنية العليا للبيو تكنولوجيا في قسنطينة احتجاجهم، أمس، بالشارع، كما تجمعوا أمام مقر ديوان الوسيط
راسة أمنية، مطالبين باستقبال ممثلينا عنهم منظر فالو اليالذي يعد المسؤل والأول لولاية.

وقالنا لطلبة إنهم ستهتمعدالأول لعلنا المستو بالوطني الإفريقي، لكن عيانا لطلبتنا مشاكلنا لعلنا مستقبلا تكونينهم تخرجهم محطتساؤلو استفهام
ليؤكدوا أنهم بعد

3
سنوا تمنا لدراسة تخرجوا أننا اختصاصهم مجردو عود غير دقيقة في غياب مصادقة رسمية علنا اختصاصهم، وهيا لوثيقة التيطالو اباستصدارها
تضمننا لطلبة الحوصلنا للشهادة المزدوجة هيمهندسدو لتيضا فالإيهما ستر فيا لاختصاص المذكور وفقر وعها السبعة، كما طالبا بتوقيع
و دشرا كة معال مدرستهم مؤسساتنا عيهم وطنية عالمية.

من جهتهم، جددنا لطلبا لأسنان، أمس، حركتهم لاحتجاجية أمام إدارة المستشفى الجامعي قسنطينة، حيث ذكروا وألقوا ههمعالوزير الأول لتط
رقالوجو انيا جيبية تتعلق بالوظائف العمومي ميمافيهان زيادة عدد الطلبة المقيمين في التخصص، لكننا المقابلنا لالبعضا لطلبا بتغيير مجسدة وتميلنا
ظر فيها وقدرت ب9 مطالب.

وذكر عضو التنسيق الوطنية لطلبة طب الأسنان المضر بين بقسنتينة أن الإضراب لايزال المتواصل بسبب عدم التكفل لتأميم بعض المطالب، علنغ
ار العدد الهائل من الطلبة الملتحقين بالكلية سنويا، حيث ذكر كمثال ولاية قسنطينة التي كان من المفروض أن تستقبل
طالب، إلا أن العدد المتواجد حاليا هو 580 طالب، يضاف إليهم ضيق هذه الكليات ونقص التأتير والتجهيزات. وأضاف المتحدث أن الدرجة 14
استعانوا فيها بعدد السنو ات فقط، بإضافة سنة أخرى بدون النظر في نوعية التدريس

الشروق 2017/02/22 سكان 14 قرية بلدية " ايلولا أو مالو " بتيزيوز ويحتجون



اعتصم سكان 14 قرية تابعة لبلدية " ايلولا أو مالو " ببوز قانا ماقرو لاية تيزيوزو ، صبيحة الثلاثاء ، احتجاجا منهم لموقع " آيتا خلف " الذي تم اختياره لتجسيد وبناء مشرو عالم مستشفى وقال المحتجون لـ " الشروق " ، أن رفضهم لهذا الموقع اج أساسا لعدم توفر ههنا الشرو وطال ضرورية لتجسيد مثل هذا المشرو عالمهم بالنسبة لسكان المنطقة ، وهذا لعدة اعتبارات أهمها أن الموقع يمتد مركز في منطقة جبلية علنا ارتفاع 1000 متر و طر يقه في اتجاه واحد وهذا ما سيؤدي لحدوث انحراف كبير ، خاصة في فصل الشتاء وتساقط الثلوج ، مضييفا لنا المنطقة وتعريضنا لشدائد شديدة ، وهذا ما سيؤدي لاجاز مثل هذا المشرو والضمومي لعدة مشاكل خاصة بالنسبة للمرضى السكان الذين سيرتادون ههنا للعلاج الذي يستلزم دويتهج ، كما ، لأنه سيؤدي لحدوث 95 بالمائة من سكان المنطقة للاستفادة من خدماته .

وأشار السكان في ذات السياق ، إلى أن المنطقة تتوفر علموقعين هامين مناسيين للمشرو وعو يتمثلان في موقعي " أز اغار ببوز قان " تبلغ مساحته 72 هكتار او الذي تم اختياره من طرف رؤساء البلديات الأربعة لبلديات الأربعة ، الجانيموقع " ميسويا " .

الاستراتيجية التي كونها تبايعا لبعدها واثرو الذي منشأها أن يفك الضغط عن سكانها ويفتح المجال لتجسيد مشاريع أخرى وقد كانت هذه الحركة الاحتجاجية فرصة لسكان المنطقة لرفع مطالبهم الأخرى المتمثلة في " مشرو وغاز المدينة " .

الذي يميز الحبيسا لأدراج ، إعادة فتح متوسطة " أفوسيم " ، الجانبتد عيما لوحدة الصحية بالطاقم والعنادر الطبي ، تدعيم شبكة المياه ، المطالب بضرورة فتح كيبشبكة الألياف البصرية ، تهيئة تم لعب البلدية .

وللعلم فقد رفض السكان مقابلة مسؤولي لاديو انالو البواصر و اعلن ضرورة الاجتماع بالو الشخصيا من اجل عرض جملة مشاكلهم التي تتفاقم معمر ورا الأيام .

الشروق 2017/02/22 سكانها أو يعانون من العزلة عن بعد أمتار من العاصمة



تعد بلدية هر أو من أفقر بلديات العاصمة، كما أنها تعاني العزلة لضعف التنمية، ما صعبناظر والمعيشية لسكانها، و هذار غمتوسطها عدة بلدات، علغرار عيظاية، الر غاية والر وية

ظهر تبليدية هر أو إلى الوجود دخلالا لتقسيم الإدار يلسنة

1984، حيث انفصلت عن بلدية عيظاية، وحينها استنشر السكان خيرا بعد التهميش الذي يعانون منه لسنوات، غير أن واقعظر والسكانو إلى غاية البو مملتغير كثير، فيظ لنقص المرافق الضرورية و يهو علر أسها غيا بمحطة لنقلو انعدام المساحات الخضراء وغيرها

"

الشروق"، فامتجول لميدانية البلدية، أين تقصتو أفعال السكان، حيث أعر بالعديد منهم معاً المهفياً تقو م السلطات البلدية و علر أسهار ئيسة البيل دية بتدار كالتأخر في عديد المشار يعال تيمشأنها تحسناظر والمعيشية للسكان

نقص في المرافق الضرورية و يهو السكان يبو نيمم هلات ...

تتميز بلدية هر أو بطابعها الفلاحيو الريفي، حيث تنتشر بها العديد من الأحياء السكنية المشيدة مؤخر، غير أنه هذالاً خير تيشك وقاطنو هامغيا بالهياكل ذات الطابع الخدماتي العمومي فيأنو احد، و هو ما فاقم من مشاكلهم، بالإضافة إلى غياب التهنية الحضرية، علما أن السكان طابو أفيدة مر اتمنا لسلطات المحلية بوضع مهنات تمشأنها التقليل من حوادث المرور، و ما زاد من استياء و تدمر المواطنيين أنها كمدخلو احد علمس توال بلدية، و ما أثر سلبا على حياتهم اليومية من خلال هذا الطريق الضيق الذي يسبب في عرقلة حركة السير، ولهذا أحمدهو "الشروق"

عل ضرور ة أنتعمل لسلطات المحلية علنا إنجاز و فتح مسالك و مداخل آخر بتخفف من الضغط المروري بالمنطقة، كما أكد هو لاء أنهم يضطرون في غياب أعضاء أحيانا إلى أخذ طرقاً أخرى غير المسافة من أجل دخول فقط إلى المنطقة

غياب مرافق في هيا مساحات خضراء ...

لعلماز ادمنتا عيسكانا المنطقة التي شهدتتو سعا عمر انيا في السنة االأخيرة، غيا بالمرافق ذات الطابع الاجتماعي، الثقافيو الرياضي، ذلك أن عدة أحياء و علمدار سنو اتطوي لة لم تحظ بأشرو عموجهلشريحة الشباب لتفجير مواهبهم طاقاته، عوضا لتسكع في الشوارع أو التعرض لمخاطر الأوقات الاجتماعية، لذا أصبحت تلك المرافق سواء الرياضة أو الثقافية حلما للشباب، ناهيك عن مشاكل غياب المساحات الخضراء و نقص الملاعب الجوية

من جهة أخرى، طالب قاطنو بلدية هر أو من السلطات المحلية بضرورة توفير سعي مكتن بالبريدي سبب ضيقه، حيث أصبح لا يستوعب عدد الزبائن المتوافدي نعليه، إضافة إلى الاكتظاظ الكبير الذي يشهده هذا الأخير، أين يقصد هالعديد من المواطنين لسحب و ائبهم أو إجراء مختلف المعاملات البريدية

كما عير سكان البلدية عن تدمرهم من انعدام محطة للنقلو فر لهم الراحو تحميمهمناظر و المناخية، لاسيما أن أصحاب الحافلات يستغلون مساحات تقف لانتظار عمالنا الذين ينتظرون الغياب و قة التوقف

Liberté 22/02/2017 : Les déclarations d'Ouyahia justifient la répression



Les accusations portées par Ahmed Ouyahia dans un entretien publié, hier, sur El Khabar, contre les mouvements autonomistes de Kabylie et du M'zab, évoquant des liens supposés qu'ils entretiendraient avec "des cercles en France et au Maroc" n'ont pas laissé de marbre les avocats des détenus de Ghardaïa. Ainsi, Me Salah Dabouz, membre du collectif de la défense du Dr Fekhar et ses codétenus, n'y est pas allé de main morte pour répliquer à celui qu'il qualifie de "commis du régime". Me Dabouz a souligné que les déclarations d'Ouyahia sur le sujet ont pour but de "justifier la répression" et sont orientées "plus vers la consommation interne" que vers "une réelle quête de vérité".

L'avocat rappelle que ce n'est pas la première fois qu'Ouyahia fait "des déclarations surprenantes" sans être, pour autant, "inquiété" par "la justice" ou "rappelé à l'ordre par sa hiérarchie". Il s'est interrogé sur le rôle "des services de sécurité et de renseignements" qui n'ont pas, estime-t-il, "pu prévenir l'existence d'une telle manipulation étrangère". Pour Me Dabouz, "ces services étaient probablement occupés à surveiller des activistes et des militants, laissant en rade la sécurité nationale". Me Dabouz ne comprend pas pourquoi le pouvoir évoque, sempiternellement, la main étrangère, alors que "de simples candidats à la présidentielle française et même des maires de l'Hexagone sont accueillis par le chef de l'État".

Il a ajouté, dans le même ordre d'idées, qu'il est "tout de même incompréhensible que les tenants du régime évoquent la manipulation étrangère contre tout mouvement interne, au moment où ces mêmes responsables se soignent là-bas, vivent là-bas pour certains, pendant que leurs enfants suivent leurs études là-bas...". "Que fait la diplomatie algérienne dans ce cas de figure ?", s'interroge encore l'avocat pour relever "ce manque de réaction officielle contre des tentatives de déstabilisation du pays par des pays étrangers". Concernant une autre déclaration d'Ouyahia, avouant qu'il se mettrait à la disposition de la justice si cette dernière le convoquait pour l'entendre sur ses déclarations à propos des événements de Ghardaïa, l'avocat a souligné qu'à travers cette déclaration, "Ouyahia tente de dégager sa responsabilité de n'avoir pas saisi la justice pour lui communiquer des informations qu'il détiendrait sur les événements meurtriers de Ghardaïa", ajoutant qu'il appartient désormais à la justice de le convoquer ou d'assumer la responsabilité de sa non-convocation.

Pour rappel, Ouyahia avait accusé des commanditaires qui payaient des jeunes 50 000 DA/jour pour mettre le feu aux poudres dans la région de Ghardaïa. Car, rappelle Me Dabouz, quand un citoyen détient des informations sur un sujet aussi sensible que la sécurité nationale, “il doit les mettre à la disposition de la justice”. Ce qui n’est pas le cas d’Ahmed Ouyahia dont les déclarations sont, estime l’avocat, “incorrectes” et relèvent d’un “chantage”. Il considère que les réactions d’Ouyahia sur le sujet “ressemblent plus à des manœuvres” qu’à “des éclairages sur des événements qui n’ont pas livré, encore, tous leurs secrets”.

Mohamed Mouloudj.

El Watan 26/02/2017 : Décisions du ministère et mécontentement des étudiants



Le ministère de la Santé a rendu public, hier, un communiqué précisant les décisions prises à l'issue de l'audience accordée par le ministre Abdelmalek Boudiaf aux représentants des étudiants en pharmacie.

«Des réponses claires et précises ont été apportées aux questions et interrogations des étudiants concernant les différents aspects de leurs revendications, dont certaines sont déjà prises en charge», indique le communiqué dont El Watan a reçu une copie. Selon le ministère, la demande de création du poste de pharmacien assistant au niveau des officines pharmaceutiques «est prise en charge et ancrée» dans le projet de la nouvelle loi sanitaire programmé au Parlement après son adoption en Conseil des ministres.

En attendant l'adoption du texte, le ministère entend engager «immédiatement par voie réglementaire» une étude pour préparer la mise en œuvre rapide de cette disposition. Rappelant que le secteur public recrute déjà sur titre les pharmaciens spécialistes et sur concours les pharmaciens généralistes, le ministère explique qu'un nouveau cahier des charges prévoit l'obligation de disposer d'un service de pharmacie dans les cliniques et hôpitaux privés. «Une instruction ministérielle sera envoyée cette semaine pour rappeler que ce service, conformément à la réglementation, doit être encadré par un pharmacien pour gérer les produits pharmaceutiques en toute sécurité», ajoute le communiqué. Le ministère s'engage à recruter les diplômés des nouvelles spécialités pharmaceutiques «sur la base de ses besoins stricts». A cet effet, le ministère «engagera» avec le département de l'Enseignement supérieur un travail de réflexion pour maîtriser les flux et les filières de formation post graduée en pharmacie pour que le produit de la formation soit en adéquation avec les besoins du secteur de la santé et ceux du marché du travail.

Concernant le problème «d'ordre strictement pédagogique» du stage en pharmacie hospitalière, le ministère informe qu'il offre toutes les facilités pour l'accueil des étudiants dans les structures publiques de santé.

Déception des étudiants

Le ministère rappelle que le dossier de la pharmacie hospitalière bénéficie d'une «grande attention» et qu'une «réforme en profondeur» a été engagée par le secteur pour que la place, les missions et le rôle du service de pharmacie hospitalière soient en rapport avec l'importance stratégique des produits pharmaceutiques en termes de sécurité d'utilisation et de maîtrise du circuit du médicament.

S'agissant du problème des terrains de stage en pharmacie industrielle, le ministère promet, là aussi, d'oeuvrer à «sensibiliser les parties concernées» pour que les industriels répondent favorablement aux demandes exprimées par les départements de pharmacie.

Des délégués ont exprimé leur «déception» que le ministère s'adresse à eux à travers un communiqué de presse qui ne «porte même pas» le paraphe du ministère qui les a reçus en audience. «Le communiqué remis à la presse ne comporte pas la griffe du ministre de la Santé, donc il est sans valeur juridique opposable pour ses services. En 2011, un PV a été signé pour la prise en charge des revendications des étudiants grévistes, mais malgré tout, aucune mesure concrète n'a été prise. Aujourd'hui, des arrêtés clairs doivent être pris pour montrer l'engagement sincère de la tutelle», explique un délégué des étudiants du département d'Alger, qui a été reçu, jeudi dernier, avec ses camarades des départements de Constantine, Tizi Ouzou et Blida. Selon ce délégué, la reprise des cours ou la poursuite de la grève seront décidées lors des AG que tiendront aujourd'hui les étudiants des 10 départements du pays. «Des AG seront organisées demain pour discuter de la suite de notre action. Mais d'ores et déjà, d'après des réactions des étudiants sur les réseaux sociaux, les étudiants sont mécontents», estime un délégué d'Oran.

Nadir Iddir

Liberté 26/02/2017 : Assassinat d'Ali Tounsi : les conclusions de l'enquête



L'affaire de l'assassinat d'Ali Tounsi, ancien directeur général de la Sûreté nationale, est programmée pour aujourd'hui au niveau du tribunal criminel de la cour d'Alger. Mais il est fort probable que le procès soit reporté à cause du bras de fer qui risque d'être engagé entre la défense de son présumé assassin, l'ex-chef de l'unité aérienne de la DGS, Chouaïb Oultache, et le président de l'audience.

La semaine dernière, la défense de Chouaïb Oultache a donné le ton en exigeant la production des preuves pénales et la convocation de témoins supplémentaires, avant le début de l'audience.

Il faut savoir que les affirmations livrées par l'accusé, lors de la reconstitution du crime, sont en totale contradiction avec le rapport d'autopsie, l'enquête balistique et les investigations de la police judiciaire. Oultache a déclaré ce jour-là qu'il avait tiré une balle en l'air et quatre balles au niveau droit du thorax d'Ali Tounsi et qu'il a laissé celui-ci en vie avant de quitter son bureau pour sortir dans le couloir. Il a affirmé aussi qu'il a tenté de se suicider, mais que son arme n'a plus fonctionné. Alors, pour la décoincer, il l'a frappé contre un meuble du bureau du défunt Ali Tounsi. Durant la reconstitution des faits, il montre au juge d'instruction le meuble égratigné. Le rapport d'autopsie, lui, fait part de deux impacts de balles de trois centimètres au niveau de la tête de M. Tounsi dont un orifice sur la joue avec un ricochet sur l'épaule. La reconstitution est censée aboutir à deux choses essentielles : comment l'assassinat s'est déroulé et pour quel mobile ? Sur ce dernier point, l'auteur présumé du crime ne s'est pas expliqué. Dans cette affaire, sept personnes se sont constituées partie civile : la veuve Tounsi, ses deux filles et son fils, le secrétaire particulier du défunt DGSN, l'ex-directeur de l'administration générale au sein de la Sûreté nationale et l'ex-chef de sûreté de wilaya d'Alger. Quarante témoins ont été entendus par le juge d'instruction, dont le directeur central de la santé et des affaires sociales, l'ex-directeur des renseignements généraux au niveau de la DGSN et le gendre d'Oultache qui était, au moment des faits, sous-directeur au niveau de l'entreprise ABM (Algerian Business Machines).

La chambre d'accusation a bouclé son travail le 8 mai 2013. Ici, le déroulé de la version retenue par la justice : l'alerte sur une personne menaçant le DGSN dans son bureau a été donnée à la salle des opérations de la sûreté de wilaya d'Alger à 11h30. À son arrivée sur les lieux, l'équipe d'intervention a trouvé Oultache assis sur un fauteuil, à droite de l'entrée du bureau du DGSN avec dans la main une arme de marque américaine Smith & Wesson, dotée d'un chargeur à six balles dont deux sont retrouvées sans douilles, utilisées dans le crime, et les quatre autres bloquées dans l'arme après une tentative d'utilisation. Il était blessé au ventre et à la jambe gauche par des balles tirées par la garde rapprochée du défunt. Le défunt DGSN gisait, lui, sur le ventre, les jambes croisées, dans une mare de sang. Il avait dans la main, une lettre sortie de son enveloppe et un coupepapier. Tounsi a reçu, conclut l'enquête judiciaire, deux projectiles mortels à la tête.

Les versions contradictoires d'Oultache

Depuis sa première audition sur son lit d'hôpital, Chouaïb Oultache n'a cessé de donner des versions contradictoires. Voici la dernière par laquelle a été bouclée l'instruction et qui semble la plus complète.

Dans la matinée du 25 février 2010, Oultache, chef de l'Unité aérienne, nommé quelques années auparavant à la tête d'une commission technique chargée d'évaluer les besoins de la DGSN en équipements modernes, n'a qu'une idée en tête : convaincre le défunt Tounsi de reporter la réunion qu'il a programmée avec des hauts responsables de la Sûreté nationale autour du développement et de la modernisation du secteur de la police.

La veille, soit le mercredi 24 février 2010, Oultache tient une séance de travail avec ses proches collaborateurs. Son équipe d'experts doit mettre au point le rapport qui sera soumis le lendemain au directeur de la Police nationale. La réunion s'éternise, sans aboutir à la finalisation du document et surtout sans parvenir à apporter des réponses à des questions précises et pointues sur lesquelles le DGSN a demandé des explications.

Le climat est délétère. Des soupçons de corruption pèsent sur le colonel Oultache depuis quelques semaines. Pour en avoir le cœur net, Ali Tounsi charge l'IGS (Inspection générale des services) de mener l'enquête.

En arrivant ce 25 février à 10h au siège de la direction de la Sûreté nationale, Oultache se dirige directement vers le bureau du secrétaire particulier du DGSN et demande audience. Après un premier refus, il insiste pour rencontrer le DGSN, ne serait-ce que pour quelques minutes. Mais avant, des événements déterminants se sont déroulés.

Le mystérieux informateur anonyme

Ce matin-là, le DGSN demande une traduction en français d'un article paru dans l'édition du jour du quotidien arabophone Ennahar, évoquant une transaction douteuse concernant l'acquisition d'onduleurs par la Sûreté nationale, dans laquelle serait impliqué le colonel Oultache. Ce dernier aurait favorisé, dans la transaction, la société ABM où travaillait son gendre, Toufik Sator. Le journal annonce le limogeage d'Oultache. Le directeur de cabinet de

Tounsi, lui aussi, a lu cet article au cours de son trajet vers le siège de la DGSN. Dès son arrivée, il se précipite vers le bureau de Tounsi et lui demande : “Est-il vrai que vous avez mis fin aux fonctions d'Oultache ? Est-il vrai que des poursuites judiciaires sont engagées contre lui ?” Ali Tounsi affirme que pour l’instant, rien n’a été entrepris contre lui. Alors d’où provient l’information d’Ennahar ? Le directeur de publication de ce quotidien soutient, devant le juge, qu’il l’a obtenue au téléphone, auprès d’un informateur anonyme. Et que c’est lui en personne qui avait briefé la journaliste auteure de l’article. Après la signature de son courrier, la lecture de l’article d’Ennahar et la discussion qu’il a eue avec son directeur de cabinet, Ali Tounsi reçoit enfin Oultache.

L’accueil était sec. Oultache soutient durant son audition qu’il a trouvé Ali Tounsi dans un état de nervosité extrême. D’emblée, le DGSN refuse de reporter la réunion du jour, avant de lui asséner une série de reproches : pourquoi tous ces retards accusés dans les projets de modernisation du secteur dont ceux relatifs à la communication ? Pourquoi n’avoir pas équipé en nombre suffisant la sûreté de wilaya d’Alger en système PDA et autres équipements informatiques ? Pourquoi avoir arrêté, depuis 2006, l’acquisition d’hélicoptères malgré l’existence d’un budget ? La liste des remontrances s’étire jusqu’à provoquer la colère d’Oultache. Il assimile la réunion programmée ce jour-là à un procès contre lui et les membres de la commission qu’il préside. Surtout qu’elle allait se tenir sous forme de conseil d’administration et non en tant que réunion directoriale comme de coutume. Deux autres éléments vont accentuer l’inquiétude d’Oultache : premièrement, le DGSN a demandé à chaque directeur central de venir accompagné d’un spécialiste en informatique. Deuxièmement, le directeur de l’administration générale, Youcef Daïmi, a retiré la veille ses éléments de la commission d’évaluation. Oultache entre dans un état d’irritabilité extrême. Il reproche à M. Tounsi d’avoir envoyé l’inspection générale enquêter sur lui sans lui fournir les résultats de l’enquête.

Oultache : “J’ai entendu une voix ordonner de nous achever tous les deux”

Ali Tounsi demande à Oultache de rendre compte de sa “trahison” et lui fait comprendre, selon l’expression de ce dernier, que “c’est le jour du règlement de comptes”.

Le ton monte entre les deux hommes. Oultache lâche : “Ceux qui veillent à la concrétisation de tous ces projets de modernisation sont accusés par leur famille professionnelle de vol au lieu d’être remerciés pour leur travail.” Ali Tounsi rétorque : “Tu es un traître.” Oultache réplique : “C’est toi le traître et harki.” Le DGSN : “Je suis un moudjahid.” Oultache : “Tu as été moudjahid dans une prison 5 étoiles.” Selon Oultache, le DGSN se lève et s’empare d’un coupe-papier. Oultache tire une balle en l’air pour montrer à son vis-à-vis qu’il était armé. Le DGSN continue à avancer. Oultache tire une autre balle, puis une troisième et une quatrième. Le DGSN tombe du côté droit de son bureau. C’est, du moins, la version donnée par le colonel Oultache lors de sa première audition et la reconstitution de la scène du crime. Auparavant, il avait déclaré au juge d’instruction avoir été très affecté d’être traité de traître, mais ne se souvenait plus de ce qui s’était passé après.

Combien de temps est resté Oultache dans le bureau du DGSN ? 10, 15, 20 minutes ? Là encore, l'accusé déclare d'abord être resté dans le bureau de sa victime 5 minutes, puis 20 minutes et enfin 7 minutes. Oultache soutient avoir entendu une voix s'exprimant en français ordonner : "Achevez-les tous les deux..." Puis perd connaissance. Si Oultache maintient cette version au procès, à savoir ne pas avoir tiré en direction de la tête de Tounsi, se posera la question de savoir qui l'a fait alors ? Conservée pour les besoins du procès, la chemise de Tounsi ne porte, selon l'enquête, aucun impact de balles.

Un crime sans témoins directs

Le témoignage du secrétaire particulier du défunt DGSN est, à ce titre, intéressant parce qu'il a été en contact avec tous les cadres présents, au niveau du cabinet du DGSN.

Selon lui, l'assassinat a été commis le jeudi 25 février 2010, aux environs de 10h45. Ce jour-là, une réunion était programmée entre Ali Tounsi, les directeurs centraux et le chef de la sûreté de la wilaya d'Alger autour de la modernisation des services de police. Les différents cadres de la Sûreté nationale ont commencé à arriver sur les lieux vers 9h30 et ont été orientés directement vers la salle de réunion après un bref passage au secrétariat du DG. Oultache est arrivé vers 10h et a beaucoup insisté pour voir le DGSN.

Le secrétaire se rappelle qu'il a tiré une tablette de comprimés, qu'il en a pris un, mais paraissait très calme. Il rentre chez le DGSN vers 10h25. Au bout d'un moment, deux coups de feu retentissent. Ils sont entendus par le policier de garde dans le couloir et le secrétaire particulier. Le premier les assimile à des pétards et le second attribue ce qu'il a entendu aux travaux en cours au siège de la DGSN. Il prend le téléphone et ordonne leur arrêt jusqu'à la fin de la réunion. Aucun des deux ne se doute qu'un crime vient d'être commis dans l'un des bureaux les plus sécurisés du pays.

Au bout d'un moment, Oultache sort du bureau du DGSN et demande au secrétaire au nom du DG d'appeler le DAG, Youcef Daïmi, le chef de sûreté de la wilaya d'Alger, Abdrabou, ainsi que le directeur des moyens techniques, Boumediene Ouazar. Ce qu'il fait. Loin de se douter de ce qui s'est passé, les quatre hommes avancent en file indienne. Le secrétaire en tête. Quand ce dernier franchit le seuil de la porte du bureau du DGSN, il remarque le corps d'Ali Tounsi gisant par terre. Son regard rencontre celui d'Oultache qui pointe son arme contre lui avant de s'en prendre au chef de sûreté d'Alger et le blesse au front. C'est la panique générale. Abdrabou se souvient de ces mots d'Oultache : "Regardez ce que vous m'avez fait et dans quelle situation vous m'avez mis." Pourquoi s'en prendre à lui ? Le chef de sûreté d'Alger soutient avoir saisi à plusieurs reprises le DGSN sur la mauvaise qualité des moyens de transmission et de télécommunication acquis par la Sûreté nationale. À Daïmi qui a retiré ses cadres de la commission d'évaluation technique, Oultache aurait dit : "Nkamlek maâhoum." Après la confusion générale qui a succédé à la constatation du crime par les personnes présentes sur les lieux, Oultache s'est retrouvé seul dans le couloir du cabinet du DGSN. C'est à cet endroit que la garde rapproché d'Ali Tounsi l'aurait neutralisé. Une version totalement remise en cause par la défense du présumé assassin.

Nissa Hammadi

Liberté 26/02/2017 : Au moins 453 morts ou disparus en 55 jours



Le nombre de décès enregistrés du 1er janvier au 22 février 2017 a augmenté de 300%, comparé au bilan enregistré durant la même période de l'année 2016.

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a fourni vendredi un bilan des plus alarmants sur le nombre de morts et disparus en Méditerranée qui a atteint les 366 victimes entre le 1er janvier et le 22 février, lit-on sur le site de cette institution onusienne. Ces victimes sont décédées en tentant de rejoindre l'Europe, via l'Italie surtout, en provenance des côtes libyennes, où les réseaux de passeurs pullulent depuis la chute de l'ancien régime de Tripoli fin 2011. "Le Projet des migrants disparus rapporte environ 326 décès ou disparitions de migrants et de réfugiés sur ce corridor jusqu'au 22 février, comparativement à 97 l'an dernier, soit une augmentation de plus de 300%", a révélé l'OIM. "Dans l'ensemble de la région, les décès en mer sont maintenant de 366 hommes, femmes et enfants, contre 425 en ce moment en 2016", détaille ce nouveau rapport qui fait état de la mort de près de 600 migrants et réfugiés à travers le monde, durant cette période indiquée. "Ces données incluent le nombre de décès rapporté cette semaine à bord d'un bateau de 133 passagers à bord qui a sombré à Az Zawiyah, près de Tripoli, dimanche (19/2)", a précisé l'OIM. Si on ajoute donc les 74 corps de migrants qui ont été découverts mercredi sur une plage près de Tripoli et les 13 autres personnes asphyxiées dans un conteneur jeudi, le bilan total atteint les 453 morts et disparus en 55 jours. Ce chiffre est toutefois loin d'être exhaustif, car de nombreux migrants et réfugiés auraient péri sans qu'on puisse retrouver la moindre trace en mer. Aussi, au moins "13 924 migrants, dont des réfugiés, sont entrés en Europe par mer en 2017 jusqu'au 22 février, avec plus de 75% arrivant en Italie, le reste en Grèce et en Espagne", a ajouté le rapport de l'OIM, soulignant que "ce chiffre se compare à 105 427 pendant les 53 premiers jours de 2016", période durant laquelle le flux de réfugiés syriens, irakiens et afghans était très important. "Plus de 10 701 arrivées de migrants en Italie avant la fin de février représentent une augmentation significative par rapport aux arrivées au cours de la même période pendant chacune des deux dernières années (2015 et 2016,ndlr)", a affirmé le bureau de l'OIM à

Rome, ajoutant qu’“avec cinq jours pour le mois, les arrivées italiennes pourraient être de 50% plus élevées que celles enregistrées pendant les deux premiers mois de 2015 ou 2016”. C’est ce qui explique le nombre élevé de décès en mer, selon l’OIM. Pourtant, tout le monde s’attendait à une baisse du flux de départs de Libye durant cette période de mauvais temps et conditions de navigation difficiles. Mais cela ne semble pas dissuader les candidats à l’émigration clandestine, ni ces réfugiés qui préfèrent affronter l’incertitude en mer que les guerres et les dictatures qu’ils fuient dans leurs pays, aussi bien en Afrique qu’en Asie. Par ailleurs, l’OIM explique que certains décès ou disparitions sont causés par les passeurs eux-mêmes qui volent les moteurs des embarcations, en prétextant l’arrivée des secours. “Cela devient une tactique commune des trafiquants, a déclaré le porte-parole de l’OIM à Rome, Flavio Di Giacomo”, lit-on encore sur le site de cette organisation. “Lorsque vous prenez un moteur d’un bateau comme celui-ci, vous ne pouvez plus le traiter comme un +incident+. C’est un homicide”, a-t-il affirmé. “L’OIM croit que, outre 80 morts connus confirmés où l’embarcation abandonnée est arrivée sur le rivage, les victimes sont toujours portées disparues”, a ajouté ce rapport.

Lyès Menacer

Liberté 26/02/2017 : Les Patriotes vont marcher à Alger le 5 mars



Le recours à une marche nationale à Alger est dicté, soulignent-ils, par leur situation de précarité ainsi que celle de leurs familles.

Les Patriotes ne lâchent pas prise. Ils exigent de nouveau la prise en charge de leurs doléances. Après moult tentatives de se faire entendre, les “hommes debout” lancent un ultimatum aux pouvoirs publics, menaçant de réinvestir la rue. Hier, lors d’une rencontre tenue au siège du RCD, à Alger, l’Organisation nationale de défense des droits des Patriotes a fait savoir que les 116 000 Patriotes “qui ont défendu le pays contre le péril terroriste” durant deux décennies “ne comptent surtout pas baisser les bras”.

Après un exposé où les responsables de l’Organisation ont énuméré “les multiples engagements non tenus” par les pouvoirs publics, ils ont annoncé qu’une marche nationale et pacifique aura lieu le 5 mars à Alger. Sans préciser l’itinéraire de cette manifestation, les Patriotes mettent en garde contre toute tentative de les empêcher de marcher. “Nous lançons un appel aux services de sécurité pour nous soutenir dans notre action”, ont-ils dit, ajoutant, à l’adresse du gouvernement, que “tant que nos droits sont ignorés, nous restons mobilisés jusqu’à satisfaction de nos revendications”. Le recours à une marche nationale à Alger est dicté, soulignent-ils, par leur situation de précarité ainsi que celle de leurs familles. Les témoignages ne manquent pas. Les responsables de l’Organisation ont estimé qu’ils “sont trahis”. Pourtant, rappellent-ils, “un décret présidentiel a bel et bien défini nos droits”. S’ils ne s’en prennent pas au chef de l’État dans ce qu’ils appellent “une trahison des résistants”, ils s’attaquent ouvertement et avec virulence à Ahmed Ouyahia qu’ils ont “généreusement” critiqué. “Sa versatilité légendaire a fait de lui un homme sans parole”, lâche un Patriote d’une ville de l’intérieur du pays, avant qu’un responsable au bureau exécutif de l’Organisation ne révèle que le RND “a pris attache avec nous pour l’aider lors des prochaines élections législatives”. Ils reprochent au chef du RND ses prises de position qui “changent en fonction des intérêts”, souligne un Patriote, avant d’ajouter que le chef du RND “a changé de position

surtout depuis qu'il est devenu ami d'un chef terroriste qu'il a accueilli comme personnalité nationale", dans une allusion à Madani Mezrag. Les reproches faits par les Patriotes à Ahmed Ouyahia n'en finissent pas. Ils considèrent que le RND "ne leur fait appel qu'à l'approche des élections", ce qu'ils récusent, affirmant que leur mouvement "n'a aucun objectif, ni partisan et encore moins politique". Venus de Chlef, de Skikda, de Bouira, de Boumerdès, de Tizi Ouzou, de Blida, d'Alger et d'ailleurs, ils estiment que les pouvoirs publics "doivent rouvrir le dossier des Patriotes", car, dénoncent-ils, "nous avons travaillé avec les services de sécurité et étions armés par le ministère de la Défense".

Ce rappel, précisent-ils, se veut aussi une "manière de rafraîchir la mémoire de ceux qui disent que nous avons pris les armes pour défendre nos propriétés". Une chose qu'ils rejettent, en insistant sur le fait qu'ils ont "soutenu et appuyé les forces de sécurité dans des opérations militaires grandioses".

Des Patriotes de Boumerdès ont informé qu'un repenté "pris en charge dans un hôpital de la ville s'est retrouvé fonctionnaire à l'université de la même ville", au moment où ceux qui ont combattu les terroristes "sont réduits au silence et à la misère."

Mohamed Mouloudj

Liberté 26/02/2017

Imposante marche des syndicats autonomes à Tizi Ouzou



La marche des syndicats autonomes s’est ébranlée à 10h de la placette de l’ex-mairie de Tizi Ouzou pour prendre le chemin du siège de la wilaya, via le boulevard Houari-Boumediene.

Ni les entraves des services de sécurité ni le temps pluvieux de la matinée d’hier n’ont empêché des milliers de travailleurs venus des quatre coins du pays de rallier Tizi Ouzou, “capitale des libertés et de la démocratie”, comme l’ont qualifiée les représentants syndicaux pour participer à la marche initiée par la coordination intersyndicale.

Interdite initialement par la police, qui a fini par céder devant la pression des manifestants dont le nombre est estimé à plus de 5 000, la marche des syndicats autonomes s’est ébranlée à 10h de la placette de l’ex-mairie de Tizi Ouzou pour prendre le chemin du siège de la wilaya, via le boulevard Houari-Boumediene. Les banderoles et autres pancartes déployées tout au long de cette manifestation laissaient facilement conclure que la plupart des wilayas du pays étaient représentées. Au total, quatorze syndicats autonomes auxquels se sont joints des militants politiques, notamment des élus à l’APW, des deux partis d’opposition les mieux implantés dans la région, le FFS et le RCD, ont pris part à cette action organisée dans l’objectif de revendiquer le retrait de la loi sur la retraite, l’annulation du nouveau code du travail et le droit de participation au dialogue social. À travers cette marche, la coordination syndicale tenait également à dénoncer la dégradation du pouvoir d’achat des travailleurs et réclamer plus de justice sociale.

Tout au long de l’itinéraire menant vers la wilaya, des slogans dénonçant le pouvoir, ses lois antipopulaires et son plan d’austérité fusaient de la foule. “Y en a marre de ce pouvoir”, “Ya Sellal, Ya Sellal, la coordination n’est pas l’UGTA”, “Non aux lois de la honte”, scandait-on. Sur les centaines de pancartes brandies on pouvait lire, entre autres, “Austérité pour le citoyen, gaspillage pour le député”, “Non à l’appauvrissement du travailleur”, “Pour le retrait des lois sur la retraite et le travail”, “La Coordination des syndicats autonomes déterminée”.

La marche avançait péniblement en raison de la circulation automobile et s'est transformée en rassemblement une fois devant l'entrée de la wilaya. Lors d'une prise de parole sur place, le président du Syndicat des praticiens de la santé, Lyes Merabet, a expliqué que "si cette marche a réussi, c'est parce que le travailleur algérien est en train d'être affamé, mais il n'acceptera pas d'abdiquer devant ceux qui en sont responsables". "Cette mobilisation massive est un message pour le gouvernement qui doit désormais comprendre que l'UGTA n'est pas le vrai représentant des travailleurs et que s'il veut un vrai dialogue, c'est avec les syndicats autonomes qu'il doit l'initier", lancera le président d'un autre syndicat en prenant la parole. "Lorsqu'on a en face un gouvernement sourd, il ne nous reste que la rue et nous leur disons que sortir dans la rue est un acte qu'on pratique dans les pays les plus civilisés", dira le président du Cnapest comme pour anticiper d'éventuelles et habituelles accusation de servir la main de l'étranger ou de nuire à la stabilité du pays. "On nous a menti au sujet de la loi sur la retraite et celle sur le travail. Ce sont des lois en faveur du patronat. On veut réduire le travailleur à la misère. Ce sont des lois de la honte et de l'esclavagisme que le gouvernement est en train de promulguer", dira un autre représentant de la Coordination.

Il est à noter que des membres de la Coordination ont dénoncé l'empêchement de plusieurs groupes de syndicalistes venus des autres wilayas de rallier la marche.

Liberté 26/02/2017 : Ahmed Denne : “Le gouvernement doit démissionner”

Mohamed Dhouibi et Ahmed Denne, respectivement secrétaires du parti Ennahda et du mouvement El-Bina'a --- réunis avec le FJD, au sein de l'alliance pour Ennahda, la justice et l'édification — ont animé, hier, un meeting populaire dans la wilaya de Tébessa.

D'emblée, Ahmed Denne a invité le gouvernement actuel à la démission, car pour lui, “c'est un gouvernement incapable de gérer les affaires de ce pays. C'est un gouvernement qui a échoué dans sa mission”, lance-t-il. Et de poursuivre : “Ce gouvernement ne respecte pas les syndicats et les travailleurs qui font, souvent, l'objet de lynchage et d'agressions parce qu'ils revendiquent leurs droits.” De son côté, le SG du mouvement Ennahda, Mohamed Dhouibi, a soulevé le problème de la crise économique qui secoue le pays et qu'il a imputée aux différents gouvernements qui se sont succédé, en estimant qu'ils sont incapables de redresser l'économie nationale en dehors des hydrocarbures. Il appellera l'élite nationale à s'intégrer et à ne pas laisser le champ libre aux médiocres pour qu'ils en tirent profit.

Par ailleurs, Mohamed Dhouibi est revenu sur l'alliance des trois partis islamistes qui était, selon lui, un vieux rêve qui vient de se concrétiser. Il a ajouté que l'union est un projet réalisé non pas pour les prochaines élections comme aimeraient le faire croire certaines parties, mais que c'est un projet pour l'Algérie, la jeunesse algérienne et les futures générations. “Nous lançons un appel au président de la République et lui demandons de garantir des élections transparentes. Nous souhaitons que le pouvoir n'utilise pas l'institution militaire à son profit pour le prochain scrutin. Il faut laisser le peuple décider et que tous les partis qui participeront aux prochaines élections aient pour seul objectif : l'Algérie”, conclut-il.

RACHID G.

Liberté 26/02/2017 : “Des ministres fils de harkis dans le gouvernement”

Lors du meeting qu’il a animé, hier, à la Maison de la culture de Mila, le président de AHD 54, Ali Fawzi Rebaïne, a évoqué la gestion de Sonatrach, qualifiée de catastrophique, le dossier des fils des harkis et l’ingérence de l’administration dans les élections.

Pour M. Rebaïne, la Sonatrach, gérée, selon son propos, par la présidence de la République, n’a jamais joué le rôle attendu d’elle en matière de développement local. “La Sonatrach soutient les candidats du pouvoir et finance à coups de milliards leurs campagnes électorales quand elle ne dépense pas ses recettes pour l’achat de la paix sociale ; mais elle ne fait rien pour le développement de l’agriculture et la création de postes d’emploi au profit de la population”, clamera-t-il. il s’en prend, par ailleurs, au pouvoir qui, selon ses dires, “recrute ses ministres parmi les fils des harkis”.

À ce propos, M. Rebaïne renvoie son auditoire à la Toile en disant : “Allez sur Google et cherchez les noms de famille des ministres algériens et vous allez être stupéfaits de ce que vous apprendrez. Beaucoup sont des fils de harkis.”

Il rappelle à ce propos la polémique née autour du Bachaga Bengana, en accusant expressément le FLN de faire l’apologie des harkis et de leurs fils en les honorant à chaque fois que l’occasion se présente et en leur facilitant l’action et les déplacements sur le territoire national. En abordant la question des prochaines législatives, M. Rebaïne fera part de la conviction de sa formation quant au parti pris de l’administration et de l’institution militaire en faveur du FLN et du RND. “Les élections ne seront ni libres, ni transparentes. L’armée votera FLN ou RND, conformément aux instructions de l’administration”.

Pour justifier sa participation à ces élections, qui s’annoncent déjà truquées, selon lui, Ali Fawzi Rebaïne dira : “Nous avons opté pour la participation afin de faire entendre notre voix et faire valoir les solutions alternatives que nous proposons à la société.”

الشروق 26/02/2017

استحداث وظيفة صيدلي مساعد لإمتصاص احتياجات الطلبة الصيدلة



أمروز ير الداخلية نور الدين بدوي، بتوقيف الشرطي الذي اعتدب بالضرب على الجامعي لأربعاء المنصرم، أثناء الاحتجاج الذي نظمته طلبة الصيدلة لتهجير أحياء الأسنان في مستشفى مصطفى باشا، كما أمر بفتح تحقيقات حول الحادثة التي أثارها استنكار أو اسعاف طلبة الصيدلة، أحدثت صور أو فيديو هاتنشر تعبر مختلف مواقع التواصل الاجتماعي، تُظهر عملية اعتداء شرطي على طلبة الجامعي أثناء فضلاً احتجاجاً الذي نظمته الطلبة، الأربعاء الفارط، وهو ما جعل وزير الصحة وإصلاح المستشفيات عبد المالك بوضياف، يجتمع الخميس المنصرم مع ممثلي طلبة الصيدلة صيدلة، حسب ما ذكره ممثلي الطلبة في اتصال بـ"الشروق"، حيث أكدوا أن بوضياف استقبلهم الخميس، وأجاب على أسئلة الطلبة الذين عرضوا أجمالاً بهم.

وحسب بيان صدر السبت، عن وزارة الصحة، فاللقاء سمح بتقديم دور واضح ودقيقة عن تساهل طلبات الصيدلة في خصوص استحداث وظيفة الصيدلي المساعد، علمت بالصيدليات المتكفل بها الوظيفة مدرجة في مشروع قانون الصحة، المصادق عليه في مجلس الوزراء، وأشار وزير الصحة إلى أن القطاع، سيباشر بالتنفيذ السري لهذا الإجراء.

وحسب البيان فإنهم جالت الوظيفة الصيدلة في الهيكل الصحية، وبخصوص صفي العيادات والمستشفيات التابعة للقطاع الخاص، يتطلب دفتر شروط جديد يتضمن إلامية التوفر على خدمة الصيدلة، أين سيتم في هذا الإطار، إرسال تعليمات للتذكير بأن تطبيق التنظيم المعمول به، وهيبة التفصيل "يجب أن ينفذها الصيدلي بتأطير خدمة الصيدلة من أجل تسهيل المنتجات الصيدلانية بكأمان".

وبخصوص صفي الهيكل الصحية العمومية ذكر الوزير، أن القطاع العام ميووظف الصيدلة المختصة بحسب الشهادة والصيدلة العامية عن طريق المسابقة، مؤكداً في هذا الإطار على توفر أكثر من 200 منصباً للوظيفة الصيدلة العامية، وفيما يتعلق بالصيدلة المفتشنيجر بحالياً 180 طبيبياً عاماً وجر أحاسنان وصيدليتكوينا بصفة ممارس مفتش حسب الوصاية التي أعلنت عن تنظيم مسابقة آخر لتعزز عدد الصيدلة المفتشين.

Liberti 27/02/2017 : Le Snapap endosse les revendications des agents communaux

Les revendications des gardiens et agents communaux ont été au centre des discussions, avant-hier, du bureau du Snapap de la wilaya de Médéa, au cours d'une session de son conseil qui s'est tenue à la maison de la culture Hassan-El-Hassani de Médéa organisée à l'occasion de la célébration du 24 Février. Placée sous le slogan "Un partenariat social pour une administration forte", le conseil a appelé à une participation des instances du Snapap dans toutes les rencontres officielles qui concernent les problèmes des travailleurs et des fonctionnaires et aux démarches tendant à l'amélioration du service public et de la gestion des structures publiques de l'État. Le conseil du Snapap a aussi appelé à mettre fin à la pratique de l'exclusion et la politique de rétorsion qui continuent d'être appliquées par l'administration contre certaines catégories de personnels parmi celles qui lui sont affiliées. Dans ses recommandations, le conseil invite les autorités de la wilaya à rétablir les travailleurs et fonctionnaires des communes dans leurs droits, en reconsidérant la situation des agents vacataires chargés du gardiennage, de l'hygiène et de l'entretien.

Car ces catégories d'agents travaillent dans l'opacité depuis plusieurs mois sans percevoir leurs salaires et sans documents délivrés par l'administration communale. Pour le bureau du Snapap, la solution préconisée est de procéder à la confirmation de tous les agents ayant 10 années d'ancienneté et à la promotion de certains fonctionnaires à des postes spécifiques selon les critères définis par la Fonction publique. En outre, il est demandé que soit revu le mode de classement des fonctionnaires possédant des diplômes d'études appliquées. Se considérant comme partenaire social de plein droit, le Snapap demande l'application de la politique de transparence en matière de participation aux opérations de préparation et de surveillance des concours de recrutement et de promotion organisées par la Fonction publique. "Le respect des droits des travailleurs contractuels ne doit pas être occulté, notamment en matière d'accès aux prestations sociales et aux œuvres sociales, SNAPAP comme prévu dans les lois de la République et en matière d'application du décret 07/308 relatif à la création des conseils consultatifs de discipline". Pour ce syndicat, il doit être mis fin au chantage utilisé contre les travailleurs recrutés dans le cadre du dispositif du pré-emploi et du filet social et aux dépassements enregistrés dans certaines administrations.

Liberté 27/02/2017 : Grève dans les universités le 6 mars prochain

Ce n'est pas encore la guerre ouverte, mais c'est un avis de tempête : le Conseil national des enseignants du supérieur (Cnes), visiblement irrité par la correspondance du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique contestant sa légitimité au motif de l'existence de deux directions après les récents incidents à l'université Alger III, a annoncé l'observation d'une journée de protestation le 6 mars prochain à travers l'organisation d'une grève sous le thème : "Sauvons l'université".

Dans un communiqué qui a sanctionné la tenue d'un conseil le 21 février à Alger en présence de 27 sections, le Cnes égrène une série de revendications autour desquelles, il a appelé le ministère de tutelle à la nécessité de l'ouverture de "négociations immédiates". Outre l'ouverture d'un dialogue autour de la révision de la grille des salaires, les enseignants réclament la prise en charge du dossier du logement, la démocratisation de l'université à travers l'élection de tous les responsables, "meilleure solution, disent-ils, pour concrétiser la transparence dans la gestion et la lutte contre la corruption, le clientélisme et la dilapidation des deniers publics", l'ouverture de négociations autour du "statut" de l'enseignant universitaire et la levée de la bureaucratie qui "entrave" leur parcours et enfin "stopper la régression" qui touche l'opération pédagogique en se "pliant aux directives des hautes autorités du pays en considérant le secteur stratégique en l'exemptant de la politique d'austérité". "Le Cnes demande au ministère de tutelle de cesser de s'abriter derrière le prétexte du conflit préfabriqué" avec la prétendue autre aile du Cnes et de "toucher au droit à l'exercice syndical, un acquis depuis 25 ans", note le texte.

Au lendemain des incidents qui ont secoué l'université Alger III le jeudi 16 février dernier, le ministère a adressé une correspondance au coordonnateur du Cnes, Abdelmalek Azzi, dans laquelle il lui rappelait une soi-disant "illégitimité" de la direction, comme pour justifier les dérives qui ont accompagné l'élection du bureau du Cnes ce jour-là et marqué par

des violences à l'égard de certains enseignants. "Nous dénonçons avec fermeté cette correspondance qui relève de l'hérésie politique et qui traduit un état hystérique de ceux qui doutent de la réussite de notre syndicat dans la mobilisation des enseignants", selon le communiqué.

Selon le Cnes, "elle lève le masque sur un plan visant à fabriquer un coordonnateur fantôme en la personne de Milat Abdelhafid, utilisé comme pion pour casser notre syndicat".

Rappelant qu'il dispose de tous les documents attestant de sa légitimité, le Cnes considère que la persistance de ces tentatives de "provocations et de menaces" à l'égard du syndicat ainsi que cette "orientation" sont de nature à semer le doute sur le "rôle occulte de certaines parties

au ministère” et qui seraient derrière la “préfabrication” d’un groupe de syndicalistes “obséquieux”.

Karim Kebir

Liberté 27/02/2017 : Précisions de la direction de l'hôpital de Béni Messous

Suite à notre Radar du 23 février rapportant le décès de 5 patients originaires de l'Afrique subsaharienne, la direction de l'hôpital apporte les précisions suivantes : "Il s'agit de deux patients qui ont été correctement pris en charge. L'un est décédé au mois de janvier 2017 d'une miliaire tuberculeuse, et l'autre est décédé au mois de février de la même année des suites d'une surinfection pulmonaire sur une cardiopathie chronique." Dont acte.

Liberté 27/02/2017 : Une commission d'enquête ministérielle sur les lieux



Une commission d'enquête ministérielle a été dépêchée, au cours de cette semaine, par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière à Chlef. Ladite commission a visité plusieurs hôpitaux dont celui d'Ouled Mohamed, des Sœurs Beidj, de Chorfa dans la commune du chef-lieu de wilaya et aussi celui de la commune de Chettia.

Selon certaines indiscretions, de nombreux dossiers ont été passés au peigne fin par les enquêteurs qui ont eu à traiter plusieurs volets, notamment en ce qui concerne les passations de marchés, la gestion financière et administrative, les recrutements et les œuvres sociales. "Les mêmes enquêteurs, qui poursuivent toujours leurs investigations qui toucheront l'ensemble des hôpitaux de la wilaya, se penchent également vers les prestations de service en matière de couverture sanitaire fournies au profit des patients, et qui ne sont pas tout à fait satisfaisantes", nous souffle-t-on, avant d'ajouter enfin que "les résultats de cette enquête sont impatientement attendus par tout le monde, compte tenu de la situation qui prévaut au sein de ce secteur."

Liberté 27/02/2017 : Les étudiants en pharmacie poursuivent leur débrayage

Les étudiants en pharmacie de plusieurs wilayas, notamment Constantine, Sétif, Batna, Sidi Bel-Abbès, Alger, Tizi Ouzou, Oran et Blida, ont poursuivi, hier, la grève, en dépit des assurances du ministre de la santé et de la population, Abdelmalek Boudiaf, de prendre en charge la majeure partie des revendications. Ils considèrent que le communiqué du département de Boudiaf ne constitue pas une décision officielle. “Nos revendications n’ont pas été satisfaites officiellement. Ce ne sont que des promesses en l’air et rien que de l’encre sur papier pour tromper l’opinion publique”, estiment-ils. Pour rappel, le ministère de la Santé a rappelé, dans un communiqué rendu public samedi, que la demande de création du poste de pharmacien assistant au niveau des officines pharmaceutiques est “déjà prise en charge et ancrée dans le projet de nouvelle loi sanitaire” programmé au Parlement, en indiquant qu’il engagera “immédiatement” par voie réglementaire et en concertation avec toutes les parties concernées une étude pour préparer la mise en œuvre “rapide” de cette disposition. Le ministère rappellera aussi qu’en matière de recrutement de pharmaciens dans les cliniques et hôpitaux du secteur privé, le nouveau cahier des charges prévoit “l’obligation de disposer d’un service de pharmacie”, en s’engageant à envoyer cette semaine une instruction ministérielle pour (le) rappeler à ces cliniques et hôpitaux. Il a également souligné que plus de 200 postes budgétaires sont disponibles dans différentes wilayas du pays pour le recrutement de pharmaciens généralistes, et que 180 médecins généralistes, chirurgiens dentistes et pharmaciens sont actuellement en formation en qualité de praticiens inspecteurs, annonçant au passage qu’un autre concours aura lieu pour renforcer le nombre de pharmaciens inspecteurs. Le ministère indique, en outre, qu’il recrutera les diplômés des nouvelles spécialités pharmaceutiques “sur la base de ses besoins stricts”.

Il ajoute, concernant ce même point, qu’il engagera avec le département de l’Enseignement supérieur un “travail de réflexion” pour “maîtriser” les flux et les filières de formation post-graduée en pharmacie pour que le produit de la formation soit “en adéquation avec les besoins du secteur de la santé et ceux du marché du travail”. Concernant le problème “d’ordre strictement pédagogique”, le ministère informe qu’il offre “toutes les facilités” pour l’accueil des étudiants dans les structures publiques de santé pour leur stage et qu’il œuvrera à “sensibiliser” les parties concernées pour que les industriels de la pharmacie répondent favorablement aux demandes exprimées par les départements de pharmacie.

Enfin, et pour ce qui concerne les revendications liées au nouveau diplôme de docteur en pharmacie, le ministère informe qu’il a déjà entamé avec les services compétents “la révision des textes selon les directives du Premier ministre”.

El Watan 27/02/2017 : Les avocats en colère

Hier, de nombreux avocats du bâtonnat de Mascara ont observé un sit-in à l'intérieur de l'enceinte du tribunal de Mascara pour dénoncer ce qu'ils qualifient de «dépassements et de dérapages répétés de certains agents et autres officiers de police».

Au niveau de l'ensemble des six parquets relevant de la cour de Mascara, toutes les robes noires, en signe de protestation et de soutien à leurs collègues, n'ont pas plaidées. Dans son intervention, Me Ahmed Chergui, bâtonnier de Mascara, a relaté que deux avocats ont été, ces deux dernières semaines, humiliés et malmenés par des officiers de police. «Jeudi dernier, Me Abdeljallil Belgrainet a été humilié dans l'enceinte du tribunal de Mascara par un officier de police qui a chassé ses deux clients avec lesquels il s'entretenait», a-t-il déclaré à la presse. Et d'ajouter : «L'autre avocat, en l'occurrence Me Benbekar, alors qu'il s'apprêtait à entrer au stade pour assister à une rencontre de football, a été agressé par un officier de police en dépit de la déclinaison de sa qualité.» Me Chergui, soutenu par l'ex-bâtonnier de Mascara, Me Benaïcha Safa, a mentionné que des plaintes ont été déposées devant le parquet de Mascara contre les auteurs de ces actes. Afin de mettre un terme à ce genre d'actes, «nous demandons la prise de mesures disciplinaires à l'encontre des policiers auteurs de ces dépassements», a-t-il insisté. Une source sécuritaire, dont nous gardons l'anonymat, nous a révélé qu'«au sujet de l'affaire du Me Belgrainet, une enquête est en cours et l'officier de police a été auditionné». Tout en ajoutant que l'officier de police, «pour le secret de l'enquête, a interdit à l'avocat Belgrainet de se rapprocher d'un détenu arrêté pour une affaire de drogue, et ce, au moment de sa présentation devant le procureur de la République près le tribunal de Mascara».

Notre source a qualifié, dans ce contexte, d'«actes isolés» les dépassements émanant de certains policiers, en déclarant qu'une hirondelle ne fait pas le printemps. De leur côté, des avocats avec lesquels nous nous sommes entretenus semblent déterminer à aller au bout de l'affaire en menaçant de boycotter la prochaine session criminelle au cas où leurs revendications ne seraient pas prises en considération par les instances concernées.

الشروق 2017/02/27

محامو نفي معسكر يحتجون ويتهمون نشر طيين بالاعتداء عليهم



اعتصم العشر اتمن المحامين، صباحاً الأحد، أمام مقر محكمة معسكر تنديد بامأسمو هنكر ار الاعتداءات ضباط الشرطة علينا المحامين داخله والمحكمة وخارجها.
المعتصمو نأكدو ابأنز ميلالهم تعر ضللاً هانةو الدفع من قبل ضابط شرطة أثناء محاولة تقديمها للحديث معوكل هذا خلا لمحكمة، قبل يومين وسبقته احادثة اعتداء ضابط شرطة كذلك، حسبهم، علم حاناً آخر بلع بالوحدة الإفريقية، حيث يقو لامحتجون أن: "نميلهم تلنصفعاتور كلاتو سبوشتم أمام المأمر غم تقديم الضحية لنفسه علنا أساساً أنهم حان واعتبر نقيب المحامين الحادتين سابقاً فينار يخعلاقة سلك الشرطة بتهيئة المحامين،
والتيكانتعلم الز منيطبعها الاحترام المتبادل، اعتباراً من أن الجميع يشري كفيته تحقيقاً للعدل" علحده قوله واعتبر المحامون بآنما حصل مؤخر ايهده قدسية الجبة السوداء ويوسكر امتهام مطالين من الجهات المسؤولة التندخلاتخاذ الإجراءا المناسبة.
وقال مصدر مسؤول لمنأمون لاية معسكر لـ"الشروق"، إن تحقيقاً تتم مباشرتها بخصوص الشكو بالتي تقدم بها المحامونو التهم الموجهة لعناصر الشرطة

E chorouk 27/02/2017 طلبة جراحة الأسنان في مسيرة بعناية



خرج طلبة جراحة الأسنان بعناية، الأحد، في مسيرة سلمية انطلقت من مقر كلية الطب بعناية نحو مقر الولاية لإبصار صوتهم للو اليوتحسيه "خطورة الوضع"، وكذا لطر حجة المشاكل المحلية والوطنية التي يعانون منها، حيث رفعوا شعارات تدعو كدر فضهم لتصنيف تبة ال-14، مطال بين تصنيفهم تبة

16 وكذا زيادة التخصصات المطروحة في الإقامة وتحسينها بصفحة لتحسين التكوين وزيادة في المنحة الجامعية الخاصة بطلبة الطور الثاني العيادي، وكذا زيادة عدد مناصب العمل فتح تخصصات جديدة

أقدمت طلبية الأسنان كلية الطب بعناية "الشرق"

أنهذه المسيرة السلمية، جاء احتجاجا علنا للحلول التي اقترحتها حكومة سلال، مؤكداين فضهم المطلق لها، كما عبروا عن استيائهم من الظروف المزريّة التي تميز أولون في هادر استهمبالإضافة إلى التجاهل المستمر من قبل وزارة الوصية لمطالبهم الشريفة، المتعلقة أساسا بتصنيفهم تبة

16 وكذا زيادة التخصصات المطروحة في الإقامة وتحسينها بصفحة لتحسين التكوين وزيادة في المنحة الجامعية الخاصة بطلبة الطور الثاني العيادي، وكذا مراجعة المنحة الجامعية لطلبة جراحة الأسنان ومشاكلهم المحلية كنقص المعدات أهمها أنكرجراحة الأسنان التلايز الأغلبة امعطلا

حيث طالب الطلاب بمناصرة مستشفى بن شرتس بعملية الصيانة، لكن بقيت دار لقمان على حالها، بالإضافة إلى المشاكل قتنا المعدات الطبية من المالحا صمنا جلمار ستر بصهم معلمستو بالمستشفى، مع غياب كليل العديد من المستلزمات الطبية التي من المفروض أن تتوفر لها الوزارة الوصية

الشروق 2017/02/28 سكانديار الشمسينتفضون مجدداً المطالبة بمحلاتهم



صحافيورئيسقسماالمجتمعجريدةالشروق

احتجاجالعشر اتمنسكانحديديار الشمس، الإثنين، أماممقر دائرةسيديمحمدبالعاصمة للمطالبةبتعويضهمعنمحلاتهمالتجارية التيهدمتفيإطار عملياتالترحيل.

وانتقدالمحتجونيشدةالطريقةالتيتعاملت معهاالسلطاتالوصيةمعملفهم، فيظلاللضبابيةوالغموضفيتصريحاتالمسؤولين

حيثاستغرابالغاضبونأمسمنتصريحاتالواليالمنتدبالجديدلدائرةسيديمحمدالذيأكدجهاهبطالبهموطبيعةملفهم، وهماالذييقضواسنواظ ويلةفيالمراسلاتوتجديدملفاتهم، خاصةأنأغلبالتجار يملكونعقودملكيةلمحلاتهمالمهدمةوهمااليوميغانوالبطالوهوغيابأيمدخولإلعائلة أسرهم.

وأكدالمحتجونفيتصريحهم"الشروق"

أنمصالحولاليةالجزائر ظلمتهمكثيرابحرمانهممنالتعويضعلنعكسالكثير منالأحياءالتيعوضفيها أصحابالمحلاتتفترتقياسية، خاصةأن تجارحديديار الشمسالمقدر عددهمب72 تاجر اكانواينشطونمنذالاستقلالفيمحلاتواسعتزيدمساحتهاعن

30 مترالمحل، وأغلبهميملكونسجلاتتجاريةوعقودملكيةلهذهالمحلاتالتيكانتأسعارها تتجاوزأسعارالسكانتفيحديديار الشمس.

وهذامدفعالمحتجينإلىالتعبير عنغضبهمالشديدلحرمانهممنالتعويض، خاصةأنعمليةالترحيلانطلقتسنة 2010 فيحديديار الشمس، ومنحينهايعانيتجار منالبطالوهوأملمهالوحيدتعويضهمالعاجلمحلاتتجديدةفيأحدالأحياءالتيرحلإليها أصحابديدار الشمس.

السكان، أكدواأيضاتلقبهموعودامتكررةمنالواليالمنتدبالسابقلدائرةسيديمحمدبتعويضهمعنالأضرار النفسيةالتيلاحقتبهمجراعتهديممحلاتهممنذسنواتطويلةدونتعويضهم، بالإضافةإلىمنحهممحلاتتجديدة، وهوالميحداثإلىالحد الساعة، مادفعالمحتجينإلىالمراسلةواليالعام صمةعبدالقادرزوخليضعدمعاناتهم، فيظلالوعودالكاذبةوالمتكرر للمسؤولين؛ حيثيقبالعشر اتمنتجارديار الشمسيعانونمنالبطالوهو انعدامالدخل، ماجعلحياتهمتحوإلىالنجحي

الشروق 2017/02/28 طلبة طب الأسنان الصيدلة في مسيرة وطنية بتيزيوزو



خرج طلبة طب الأسنان الصيدلة، الإثنين، في مسيرة وطنية سلمية جابت مختلفاً جاء المدينة انطلاقاً من كلية الطب وصولاً إلى المقر الولائي، وهذا لتدبيراً باسمو هالتجاوز اتو المعاملة السيئة التي تعرّض لها الطلبة في العاصمة خلال الاحتجاجية، الأمر الذي اعتبره الطلبة قتيصريح اتهمبالإهانة "الحقرة" لإطار اتالمستقبل الذي سدتفي وجههم كلا لأبو ابمناجلتحقيق جملة مطالبهم المشروعة الطلبة الذين حضروا ومنتسعو لاياتأكدو أنهم لن يقعو ايفيخالا استفزاز اتوسيو اصلونحركاتهما لاحتجاجية إلغاية الاستجابة لجميع مطالبهما لمشروعة، رافعين عدة لافتات تحمل شعارات منددة بالإهانة التي تعرّضوا لها "طلبة غاضبون للإهانة افضون، لا للعنف" الجانبي العبار اتالداعية البضرة لتقديم الاعتذار لهم من طرف المسؤولين وكانتمسيرة، الإثنين، فرصة لطلبة طب الأسنان الصيدلة الذين تضامنوا فيما بينهم لرفع جملة مطالبهم مجدداً، خاصة الدعوة لإيجاد حل لمشكل مناصب العمل، علماً أن معظم المتخرجين من الطلبة يجدون أنفسهم في الشارع علناً مفرص عملياً لاختصاص، رفاعرا قبالا لمسلطة عليهم وميمارسونالدروسالتطبيقية علمستو بالمستشفيات وهذا في غياب المعدات اللازمة لممارسة تدروسهما التطبيقية وقالالمعنيونأنهم يضطرون إلى التغيير برنامجالسنة السادسة الحالي، والذي يتضمن اختبار الطالب لاختصاصه في تخصص طب الأسنان الدر اسية للبرن امجأخر يضم تنكرو بنامتكاملا يحتويعلجميعالتخصصات المتوفرة، كما أكدطلبة الصيدلة ضرورة فتح تخصصات جديدة مثل الصيدلة الكليني كيتو الصيدلة الاستشفائية وصيدلة الصناعة، وجراحة الفك و زراعة الأسنان، وكذا فتح مناصب عمل للصيدلة بالمستشفيات العمومية وإنشاء مناصب صيدلímساعداً إعادة تصنيف شهادة دكتوراه في طب الأسنان الصيدلة في الصنف 16 فيسلماتووظيفة العمومي بديل الصنف 13 حالياً، واعتماد إستر اتيجية دقيقة في تون يعالصيدليات بتريقة تتماشى مع الهياكل القاعدية

Liberté 28/02/2017 : Constantine : les forces de sécurité en alerte

L'enquête en cours établira s'il y a un réseau de soutien, des complices ou des personnes qui ont aidé le terroriste dans la préparation et surtout l'exécution de l'attentat.



Au lendemain de l'attentat-suicide avorté, à proximité d'un commissariat, Constantine a durci son dispositif de sécurité. En effet, l'attaque, revendiquée hier par Daech, selon le site Aamaq, a ciblé le 13^e arrondissement de la sûreté urbaine, située dans le quartier de Bab El-Kantara. La sécurité a été renforcée car, d'une part, Constantine a toujours été épargnée jusqu'ici par les attentats à la ceinture explosive, même durant les années 1990. Et par ce que, d'autre part, il s'agit du premier attentat-suicide "avorté" auquel on a eu affaire au niveau national depuis plusieurs années. Le dernier remonte à 2011. Il a impliqué, rappelons-le, le terroriste Abdelkabar Belhadj, le fils de l'ex-numéro deux du Front islamique du salut (ex-FIS), et qui a été abattu par les services de sécurité, avec deux autres kamikazes, à une soixantaine de kilomètres d'Alger, alors qu'ils se préparaient à commettre un attentat-suicide.

La ville sous haute surveillance

Hier, la ville de Constantine était quadrillée. Un dispositif sécuritaire impressionnant a été mis en place. Policiers, gendarmes et même des démineurs ont été mobilisés dès dimanche soir. Les barrages ont été intensifiés au niveau de tous les accès de la ville. Le trafic était systématiquement détourné vers El-Khroub ou Aïn S'mara, ce qui a provoqué des embouteillages sans précédent. Ceci alors que tous les 15 mètres, un policier, conforté par un gendarme, était posté. La vigilance est extrême. Autour des édifices publics et des institutions névralgiques, dont les commissariats, il était loisible de constater que le dispositif sécuritaire est de loin plus important que durant les jours précédents. Parallèlement à cela, plusieurs opérations de ratissage sont effectuées, depuis la nuit du dimanche à lundi, notamment dans les quartiers connus comme étant des fiefs des groupuscules armés qui activaient dans la région durant la décennie noire et qui y activeraient aujourd'hui encore. Il s'agit, entre autres, des cités Zaouech, Benchergui, Bekira, ainsi que sur les hauteurs de Djebel El-Ouahch où les ratissages et autres opérations militaires sont quasi quotidiens.

Le terroriste a-t-il bénéficié de complicités ?

Selon des témoignages recoupés, le kamikaze, auteur de l'attentat manqué contre le commissariat, est un jeune homme d'une trentaine d'années. Il était vêtu d'une veste beige et d'un jean. Il se dirigeait vers le commissariat et avait l'air nerveux lorsque le policier, qui est en faction devant le bâtiment, remarque sa démarche suspecte.

Ce dernier somme l'individu de s'arrêter. En vain, car celui-ci continue d'avancer dans sa direction. Il décide alors d'ouvrir le feu, ce qui a enclenché la charge explosive de la ceinture que le terroriste a autour de la taille. Ce dernier sera tué sur le coup. Malheureusement, deux policiers qui se trouvaient à proximité seront légèrement blessés lors de la déflagration, qui, faut-il le souligner, a été entendue à plusieurs kilomètres à la ronde. "On aurait cru un tremblement de terre", témoignent des riverains qui habitent les quartiers Émir Abdelkader (ex-Faubourg-Lamy) ou encore La Casbah. Les victimes ont été transportées au CHU Ibn-Badis de Constantine où elles ont été immédiatement prises en charge. Au même moment, la DGSN a annoncé, dans un communiqué, qu'"une enquête a été ouverte par le parquet". Cette dernière établira s'il y a un réseau de soutien, des complices ou des personnes qui ont aidé le terroriste dans la préparation et surtout l'exécution de l'attentat. L'enquête s'avère d'autant plus urgente, qu'il pourrait s'agir, selon des sources au fait du dossier, de l'un des terroristes qui ont abattu, de sang-froid, le 27 octobre dernier, Amar Boukaâbar, un officier de la Sûreté nationale, âgé de 42 ans, à Ziadia. Rappelons les faits : trois individus, dont l'un était armé d'une kalachnikov, sont entrés dans un restaurant et ont tiré presque à bout portant sur le policier, avant de prendre la fuite. L'attentat avait été revendiqué par l'organisation terroriste Daech qui essaye, depuis 2011, de s'implanter en Algérie. En vain. En effet, une trentaine de cellules de soutien à cette organisation au moins a été démantelée et près de 200 personnes ont été arrêtées durant les 10 premiers mois de l'année 2016. Le travail des services de sécurité a permis ainsi de déjouer plusieurs projets d'attentats sur le territoire national, notamment à travers la surveillance électronique. Il s'agit également de faire avorter les tentatives de recrutement des jeunes appelés à combattre aux côtés d'Al-Nosra, d'Ansar El-Cham ou encore de Daech, en Irak et surtout en Syrie. D'ailleurs, il est un fait que le nombre d'Algériens, qui ont rejoint ces groupes terroristes, est insignifiant comparé aux Tunisiens, aux Marocains et aux Libyens.

Cela étant dit et au vu des événements de ces derniers mois, à Constantine en l'occurrence, la population commence à émettre de sérieux doutes sur le bien-fondé de la stratégie mise en place par les services de sécurité, en matière de contre-terrorisme, même si en parallèle, on salue la réactivité et l'héroïsme du policier qui a fait avorter l'attaque et sans qui, il y aurait probablement eu plus de victimes — des civils pour la plupart —, le commissariat étant situé en dessous d'une habitation de trois étages. La tension est d'autant plus vive que l'attentat kamikaze est survenu en plein cœur de la ville. En effet, même si la DGSN a immédiatement réagi via un communiqué rendu public, la nuit même, mettant en évidence "l'héroïsme du policier qui a tiré avec précision sur la ceinture explosive", il n'en demeure pas moins que les autorités doivent s'atteler à rassurer une population inquiète après cette attaque qui, faut-il le souligner, a révélé des failles importantes dans le dispositif de lutte antiterroriste...

El Watan 28/02/2017 : Les habitants s'insurgent contre la mairie



Pas moins de 800 familles sont en attente pour l'attribution d'un logement correct.

La matinée de dimanche a été très animée au niveau du siège de l'APC de Sidi M'hamed. De nombreux habitants de la cité Mahiedine se sont regroupés devant les portes de l'APC pour exprimer leur mécontentement contre un président d'APC qui ne les a reçus qu'après de nombreux appels téléphoniques par de hautes instances.

Au préalable, nous avons rencontré les nombreux manifestants, qui, visiblement, étaient très remontés. Après une longue conversation avec certains qui se sont auto-désignés porte-parole, on constate que le problème réside dans l'octroi d'un logement. On nous explique que la situation de précarité dans laquelle ils vivent est devenue insoutenable, on parle aussi du mépris de l'APC envers ces habitants, qui demandent depuis des années, a déménager de ladite cité, qui tombe en ruine.

Djilali est l'un des porte-parole. Du haut de ses 45 ans, il déclare que le président de l'APC, M. Zinasni, ne veut jamais les rencontrer, «notre droit en tant qu'habitants de la commune est de rencontrer nos représentants afin de faire entendre notre voix et de montrer aussi les problèmes que nous devons surmonter au quotidien», explique-t-il. Le père de famille reprend par la suite, en affirmant que pour régler définitivement leur problème, ils doivent être relogés au plus vite dans des habitations neuves.

Par ailleurs, il mentionne le fait que des dossiers pour un logement social ont été déposés, «mais nos revendications n'ont jamais conduit à un résultat positif», s'indigne-t-il, tout en essayant de calmer ses voisins présents qui voulaient en découdre. Nous avons essayé de rencontrer le président de l'APC qui devrait avoir des informations précises sur le sujet, mais il n'était pas présent. Tout de même, nous avons réussi à rencontrer des élus, et à les entendre parler, on croirait que nous sommes dans un casino à jouer à la roulette, «rien ne va plus», sont les mots d'un élu sous l'anonymat.

Aussi, nous avons appris de la même personne que la majorité des élus n'avaient mot à dire face au président de l'APC. Après être ressortis des bureaux de l'Assemblée populaire communale, nous avons trouvé la rue vide, après avoir cherché les manifestants, on nous dit qu'ils sont en train de s'entretenir avec le maire, qui, rappelons le, n'était pas présent quelques instants au préalable. Après de longues minutes, les premières personnes commencent à sortir et nous informent que le président a déclaré ne rien savoir, et les a orientés directement vers le siège de la wilaya d'Alger.

Nous avons contacté le chef de cabinet de la wilaya, Amrani Mohamed, qui a joué son rôle et directement contacté le wali délégué de Sidi M'hamed. Ce dernier a accueilli quelques représentants des habitants de la cité en question ainsi que nous-mêmes. Durant la rencontre, le sujet a tourné autour du relogement ainsi que les attentes des citoyens, après de nombreuses

questions et un débat riche en interventions de part et d'autre des interlocuteurs, le wali délégué a déclaré que les dossiers de 800 familles sont sur de bons rails, «il faut savoir que nous nous rencontrons plusieurs fois par mois au niveau de la wilaya avec le wali et l'équipe technique en charge du relogement, nous transmettons les dossiers et nous faisons de notre mieux pour que chaque personne reçoive satisfaction», a-t-il dit.

Il a également précisé, pour rassurer l'ensemble des personnes présentes durant la rencontre, que la wilaya a commencé par reloger les familles habitant dans des bidonvilles, mais maintenant l'attention des autorités compétentes va se focaliser sur leur cas, tout en espérant que la prochaine opération sera en leur faveur, sans rien garantir à 100%.

Nous avons eu le plaisir de nous entretenir avec le wali délégué et selon lui, il faut que les habitants gardent leur calme, car chaque personne ouvre droit à un logement. Nous avons rejoint les habitants et ces derniers sont repartis chez eux avec une certaine sérénité tout en priant pour que l'opération de relogement qui sera entamé durant le premier trimestre de l'année en cours soit en leur faveur.

Rachid Larbi

El Watan 28/02/2017 : Tout le monde est complice !



La direction de l'agriculture de la wilaya de Médéa a organisé récemment une rencontre avec de nombreux exploitants agricoles en céréaliculture, dont l'ordre du jour a été consacré à l'étude et la manière à mener pour réduire progressivement le phénomène des terres en jachère. Ce dernier semble prendre des proportions inquiétantes, atteignant un taux de 40% de la globalité des superficies utiles agricoles (SUA) de la wilaya qui est de l'ordre de 338 359 hectares.

Cette rencontre tenue au siège du centre de formation agricole de Tackbou, à Médéa, a été une opportunité pour le wali, Mostefa Layadi, présent sur les lieux, de donner un certain nombre d'orientations et en même temps écouter les doléances et préoccupations des agriculteurs présents. Dans ce cadre, il mettra en avant les objectifs assignés pour mobiliser toutes les énergies productrices afin de redoubler d'efforts en rentabilisant sans cesse la moindre parcelle de terre fertile existante pour mettre le pays à l'abri des besoins en denrées alimentaires et fourragères.

Car la conjoncture actuelle que traverse le pays, après la chute du prix de l'or noir, ne permet plus de faire face aux lourdes factures d'importation en nourriture comme auparavant et ne pardonne plus également le laisser-faire dans ce secteur vital de la nation qui risque d'hypothéquer les intérêts et l'avenir des générations futures. Pour faire face à cet enjeu majeur, la mobilisation attendue doit être à la hauteur de ce grand défi et ne saurait être celle des seuls services de l'agriculture et de l'hydraulique.

Mais, il faut que toute la société civile s'implique davantage pour agir sur le comportement individuel de chacun et redonner au travail de la terre sa noblesse d'antan et sa juste valeur, en particulier au sein de la jeunesse qui, de nos jours, a déserté ce noble métier productif et nourricier, préférant celui du gain sans efforts, comme par exemple garder les voitures et le commerce informel avec la revente de gadgets asiatiques.

Aujourd'hui, la volonté collective doit primer pour un travail productif qui devra être la meilleure formule pour se prémunir des effets pervers d'une mondialisation inhumaine se

pointant déjà à l'horizon, en portant dans ses bagages l'atteinte à la dignité, à la valeur et la culture des peuples qui n'ont pas su mobiliser à temps leurs potentialités humaines dans un même élan d'entraide et de solidarité pour au moins assurer l'autosuffisance alimentaire.

Les pays riches du nord de la planète ne donnent aujourd'hui rien en contrepartie et ne se soucient guère de ce qui se passe au sud du globe terrestre, où la famine due aux effets de la sécheresse continue à faire des ravages en exterminant au quotidien des millions de vies humaines sans vivres.

Esprit d'assistanat quand tu nous tiens

Le débat engagé lors de cette rencontre nous fait dire avec regret qu'on n'est pas encore sortis de l'auberge de l'assistanat et les mentalités n'ont pas tellement évolué depuis, car la plupart des interventions des fellahs, profitant de la présence du wali, se sont articulées autour de sollicitations d'avantages particuliers et de moyens matériels, esquivant ainsi le véritable problème d'intérêt général en discussion, se schématisant par d'importantes parcelles agricoles en souffrance s'étalant sur 134 000 ha en friche, ne demandant qu'à être emblavées et ensemencées.

Pourtant, la wilaya de Médéa a été de tout temps classée et considérée par les pouvoirs publics parmi les régions du pays à vocation agricole, car elle se distingue par ses vastes étendues de terres fertiles et également par sa variabilité climatique.

Au Nord, avec des reliefs montagneux où la polyculture (vigne, arboriculture) et l'élevage de vaches laitières y sont de mise, au Centre la céréaliculture et le fourrage dominent les plaines situées à l'Est.

Quant au sud de la wilaya, l'élevage ovin fait partie intégrante de la vie des autochtones en traversant les immenses parcours steppiques. Mais, aujourd'hui, avec toute cette particularité avantageuse, la région n'a pas atteint une profonde mutation appréciable, améliorant ainsi les conditions de vie de la quasi-totalité de la population locale en dépit d'un demi-siècle de multiples réformes qui ont été engagées et se sont succédé, contre d'autres tombées en désuétude, la dernière remonte à 2009 avec le fameux contrat de performance annoncé tambour battant comme une formule magique inventée par son propre concepteur. Elles ont été aussi appuyées par d'importantes opérations de financement à titre d'aides, où de prêts sans intérêts, dont la plupart des ardoises faramineuses de créances ont été effacées.

Les officiels se contredisent !

Si on se fie aux officiels du secteur, ils affichent un satisfecit démesuré en dressant à chaque occasion des bilans fantaisistes lorsqu'il est question d'évaluation de la production dans toutes les filières agricoles. En contradiction, ces statistiques ne font pas souvent l'unanimité, certains techniciens interrogés à ce sujet disent qu'elles ne reflètent pas souvent la situation exacte sur le terrain, car ces chiffres, dit-on, sont calculés au pif à l'aide de données et de coefficients collectés à distance par un agent administratif derrière un bureau loin de la réalité.

La situation demeure encore figée dans cette contrée quant à la relance du secteur agricole, d'autant plus que la sécurité alimentaire est de plus en plus menacée. Pour se rendre à l'évidence, il faut juste voir la flambée des prix actuelle du marché des fruits et légumes, où le kg d'ail a grimpé à 1 500 DA, au même prix de vente qu'un kilogramme de viande rouge.

C'est aberrant, disent nos interlocuteurs, en enchaînant que cela est dû principalement au manque de vision et à l'improvisation des pouvoirs publics en ce qui concerne la mise en place d'une politique agricole appropriée et spécifique pour chaque région du pays. «Le résultat est là, s'exclame-t-on. Il y a échec. Et il faut absolument arrêter cette manière d'agir. Il faut voir la chose en face. Spéculer sur des statistiques pour servir l'intérêt de qui ? Ne pas politiser l'agriculture, c'est la meilleure façon de voir clairement les choses afin d'avancer progressivement et sûrement», souligne-t-on.

El Watan 28/02/2017 : Tizi Ouzou : Marche des étudiants en pharmacie et médecine dentaire



Dans leur marche organisée hier à Tizi Ouzou, les étudiants en médecine dentaire et en pharmacie exigeaient la prise en charge réelle de toutes leurs revendications.

Les étudiants en médecine dentaire et en pharmacie ont organisé, hier, une marche nationale à Tizi Ouzou, pour dénoncer la répression, par les forces de l'ordre, d'un rassemblement pacifique, tenu mercredi, devant le CHU Mustapha Pacha (Alger). Ils exigent également, à travers cette action, la prise en charge effective de toutes leurs revendications. Plusieurs départements des deux filières en question, à l'échelle nationale, étaient représentés lors de cette manifestation commune, dont le coup d'envoi a été donné depuis la faculté de médecine de l'université Mouloud Mammeri (Ex-Biomédical).

Les étudiants ont parcouru les principales artères de la ville de Tizi Ouzou en scandant «Nos droits, nos droits, nous ne sommes pas des hors-la-loi», «Tous, tous solidaires» et «On n'est pas des assassins», en référence à la violence subie par leurs camarades à Alger. Les protestataires ont observé une halte devant la direction de la santé et de la population avant de poursuivre leur action vers le siège de la wilaya, où ils ont observé un sit-in.

Les manifestants, qui sont en grève illimitée depuis plusieurs mois, réclament une réunion interministérielle en urgence. «Nous exigeons une réunion interministérielle regroupant les ministères de la Santé et de l'Enseignement supérieur ainsi que les responsables de la Fonction publique en présence des représentants légitimes des étudiants en grève», souligne un membre de la Coordination nationale des étudiants en médecine dentaire. Il ajoute qu'une grève de la faim sera entamée «d'ici le 7 mars, si nos doléances sont toujours ignorées», soulignant qu'un préavis a été déposé auprès de qui de droit».

Les principales revendications des étudiants en médecine dentaire se résument, pour rappel, à «la révision du classement du chirurgien-dentiste de l'échelle 12 à la 16, l'amélioration de l'encadrement pédagogique, la réforme des horaires pédagogiques pour les étudiants». Un

représentant des futurs pharmaciens se dit, pour sa part, non convaincu par les décisions prises par le ministre de la Santé après l'audience qu'il leur a accordée, jeudi dernier. «Il faut des décisions effectives et des solutions concrètes quant à la prise en charge des différents problèmes posés», a-t-il ajouté.

A noter que les étudiants en pharmacie réclament, entre autres, la création du poste de pharmacien assistant au niveau des officines pharmaceutiques, la création de nouvelles spécialités, notamment la pharmacie industrielle, la diminution du nombre de places pédagogiques au sein des facultés de pharmacie, selon les besoins du marché du travail.